



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 31 juillet 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 31st, 1954

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1954.

Québec, le 14 juin 1954.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

37430-25-11-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1954.

Quebec, June 14, 1954.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

37430-25-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11495-54)

Central Motel Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été autorisé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1954, constituant en corporation: Rita St-Gelais-Girard, hôtelière, épouse de Philippe Girard et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Gérard St-Gelais, hôtelier, tous deux de Ste-Anne-de-Beaupré, Gisèle Martel, secrétaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11495-54)

Central Motel Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the sixteenth day of June, 1954, incorporating: Rita St-Gelais-Girard, hotel-keeper, wife of Philippe Girard and duly authorized by the latter for these purposes, Gérard St-Gelais, hotel-keeper, both of Ste-Anne-de-Beaupré, Gisèle Martel, secretary, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

Posséder et exploiter une ou des entreprises d'hôtellerie, de cabines, de motels, de chambres, de restaurant et salle à manger, sous le nom de "Central Motel Inc", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11630-54)

Dufresne et Racine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1954, constituant en corporation: Ephrem Dufresne, entrepreneur, Mme Ephrem Dufresne, ménagère, épouse dudit Ephrem Dufresne, Victor Racine, contremaître, tous trois de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Dufresne et Racine Inc.", avec un capital total de \$21,000, divisé en 210 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11408-54)

Electronic Communications Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1954, constituant en corporation: Robert Gérard Sampson, avocat, Thérèse-Marguerite Tremblay, sténographe, fille majeure, Julius Ridal, comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de systèmes et appareils de communication, sous le nom de "Electronic Communications Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11174-54)

G. & G. Paquin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1954, constituant en corporation: Georges-Étienne Paquin, agent-vendeur, Fernande Paquin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-Étienne Paquin, Guy Paquin, peintre, Pauline Lafrenière, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Paquin, tous de Shawinigan-Falls,

To possess and operate one or more enterprises dealing in hotels, cabins, motels, rooms, restaurants, dining-rooms, under the name of "Central Motel Inc", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-Beaupré, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 11630-54)

Dufresne et Racine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the seventeenth day of June, 1954, incorporating: Ephrem Dufresne, contractor, Mrs. Ephrem Dufresne, housewife, wife of the said Ephrem Dufresne, Victor Racine, foreman, all three of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as building contractors under the name of "Dufresne et Racine Inc.", with a total capital stock of \$21,000, divided into 210 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 11408-54)

Electronic Communications Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the fifteenth day of June, 1954, incorporating: Robert Gérard Sampson, advocate, Thérèse-Marguerite Tremblay, stenographer, spinster, Julius Ridal, accountant, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in communication systems and apparatus, under the name of "Electronic Communications Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 11174-54)

G. & G. Paquin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the seventeenth day of June, 1954, incorporating: Georges-Étienne Paquin, sales-agent, Fernande Paquin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Georges-Étienne Paquin, Guy Paquin, painter, Pauline Lafrenière, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Guy Paquin,

district judiciaire des Trois-Rivières, Joseph-Lionel Gélinas, rentier, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de lingerie, tissus et autres articles ou objets généralement en vente dans un magasin général, sous le nom de "G. & G. Paquin Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11538-54)

Grenon Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1954, constituant en corporation: Claude Grenon, représentant, Suzanne Kirouac Grenon, ménagère, épouse dudit Claude Grenon, Edmond-D. Pinsonnault, avocat, tous trois de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Grenon Automobile Inc.", avec un capital total de \$99,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune, et en 490 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11494-54)

Hôtel du Parc Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1954, constituant en corporation: Philippe Tremblay, rentier, Robert Gravel, marchand, Rita Potvin-Gravel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Gravel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie en général, sous le nom de "Hôtel du Parc Ltée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,500 actions communes (Classe "A") de \$100 chacune, et en 500 actions privilégiées (Classe "B") de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11616-54)

Howard Heafey Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

all of Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières, Joseph-Lionel Gélinas, annuitant, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lingerie, fabrics and other articles or objects generally on sale in a general store, under the name of "G. & G. Paquin Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11538-54)

Grenon Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the twelfth day of June, 1954, incorporating: Claude Grenon, representative, Suzanne Kirouac Grenon, housewife, wife of the said Claude Grenon, Edmond D. Pinsonnault, advocate, all three of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as garage-keepers, under the name of "Grenon Automobile Inc.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and into 490 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11494-54)

Hôtel du Parc Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the twenty-second day of June, 1954, incorporating: Philippe Tremblay, annuitant, Robert Gravel, merchant, Rita Potvin-Gravel, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Gravel, and duly authorized by him for the purposes herein set forth, all three of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the hotel business generally, under the name of "Hôtel du Parc Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares (Class "A") of \$100 each, and 500 preferred shares (Class "B") of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11616-54)

Howard Heafey Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the eighteenth

dix-huit juin 1954, constituant en corporation: Joseph Ste-Marie, avocat, Suzanne Sauvé, Marie-Berthe Beauparlant, sténographes, filles majeures, tous de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Howard Heafey Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11441-54)

Industrial Scientific Instruments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1954, constituant en corporation: Hilda Hooper, Maureen Bailie, secrétaires, filles majeures, Irène Bonnell, sténographe, épouse séparée de biens de John Bonnell, tous trois de Montréal, William Johnston, notaire, de Lachine, John Holden Hutcheson, notaire, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'instruments scientifiques et industriels, sous le nom de "Industrial Scientific Instruments Ltd.", avec un capital divisé en 1,000 actions d'une valeur nominale ou au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11478-54)

Irberdav Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1954, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil de la Reine, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, Jean McFarlane, secrétaires, filles majeures de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement, sous le nom de "Irberdav Corp.", avec un capital de 100 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11579-54)

I. Sicotte & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1954, constituant en corporation: Iréné Sicotte, hôtelier, Paul Sicotte, journalier, de Delson, Roland Chauvin, avocat, de Montréal,

day of June, 1954, incorporating: Joseph Ste-Marie, advocate, Suzanne Sauvé, Marie-Berthe Beauparlant, stenographers, spinsters, all of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Howard Heafey Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11441-54)

Industrial Scientific Instruments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the sixteenth day of June, 1954, incorporating: Hilda Hooper, Maureen Bailie, secretaries, spinsters, Irène Bonnell, stenographer, wife separate as to property of John Bonnell, all three of Montreal, William Johnston, notary, of Lachine, John Holden Hutcheson, notary, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in scientific and industrial instruments under the name of "Industrial Scientific Instruments Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares of a nominal or par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11478-54)

Irberdav Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the twenty-third day of June, 1954, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate of the Town of Mount-Royal, Ethel Yussem, Jean McFarlane, secretaries, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company under the name of "Irberdav Corp.", with a capital stock of 100 shares of no par or nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11579-54)

I. Sicotte & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1954, incorporating: Iréné Sicotte, hotel-keeper, Paul Sicotte laborer, of Delson, Roland Chauvin, advocate, of Montreal, all of

tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles de ménage, d'articles en bois ou en métal, effets d'épicerie, denrées alimentaires, produits textiles, matériaux de construction, machinerie, et équipement, outillage industriel, sous le nom de "I. Sicotte & Fils Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort-Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10921-54)

Louisbourg Construction Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Janine Pilon, Yvette Marcoux, secrétaires, filles majeures, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Louisbourg Construction Ltd", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11428-54)

Nakis & Kalpakis Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1954, constituant en corporation: Evans Nakis, restaurateur, Athanasios Kalpakis, professeur, Joseph Stanislas Samson, comptable, tous trois de Montréal, Nicholas Nakis, restaurateur, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme propriétaires, dirigeants et exploitants de théâtres et autres divertissements, sous le nom de "Nakis & Kalpakis Ltd", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11554-54)

Osisko Dry Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1954, constituant en corporation: Frédéric Hébert, Jean-Paul Langlois, notaires, Renaud Lagacé, agent d'assurances, tous de

the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in household furniture, wooden or metal articles, grocery effects, foodstuffs, textile products, building materials and equipment, mechanical tools, under the name of "I. Sicotte & Fils Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Fort-Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 10921-54)

Louisbourg Construction Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the ninth day of June, 1954, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Janine Pilon, Yvette Marcoux, secretaries, spinsters, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors under the name of "Louisbourg Construction Ltd", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11428-54)

Nakis & Kalpakis Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the sixteenth day of June, 1954, incorporating: Evans Nakis, restaurant-keeper, Athanasios Kalpakis, professor, Joseph Stanislas Samson, accountant, all three of Montreal, Nicholas Nakis, restaurant-keeper, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as proprietors, directors and dealers in theatres and other amusements, under the name of "Nakis & Kalpakis Ltd", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11554-54)

Osisko Dry Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the fifteenth day of June, 1954, incorporating: Frédéric Hébert, Jean-Paul Langlois, notaries, Renaud Lagacé, insurance agent, all of Noranda, judicial district

Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme teinturiers et blanchisseurs, sous le nom de "Osisko Dry Cleaners Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11640-54)

Relais de l'Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1954, constituant en corporation: Gilles Demers, notaire, de Lévis, Thérèse Demers, sténo-dactylo, de Sillery, Patricia Trépanier, sténo-dactylo, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres voitures et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Relais de l'Auto Ltée", avec un capital divisé en 300 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11584-54)

R. Montpetit & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1954, constituant en corporation: Rock Montpetit, directeur de funérailles, Mme Maria Boyer Montpetit, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rock Montpetit, Ernest Montpetit, directeur de funérailles, tous trois de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme directeurs de funérailles et embaumeurs, sous le nom de "R. Montpetit & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11737-54)

**Scies Mécaniques "Pioneer"
"Pioneer" Chain Saws Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1954, constituant en corporation: Paul E. Couillard, charpentier, de Lachute Mills, Albert Meilleur, commis, de Lachute, tous deux du district judiciaire de Terrebonne, Lucien Dion, marchand, de St-Raymond, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as dyers and launderers, under the name of "Osisko Dry Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11640-54)

Relais de l'Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the, eighteenth day of June, 1954, incorporating: Gilles Demers, notary, of Lévis, Thérèse Demers, steno-typist, of Sillery, Patricia Trépanier, steno-typist, of Quebec, all of the judicial district of Quebec for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other carriages and operate as garage-keepers, under the name of "Relais de l'Auto Ltée", with a capital stock divided into 300 common shares of no par or nominal value, and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11584-54)

R. Montpetit & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the seventeenth day of June, 1954, incorporating: Rock Montpetit, funeral director, Mrs. Maria Boyer Montpetit, housewife, wife separate as to property of the said Rock Montpetit, Ernest Montpetit, funeral director, all three of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors and embalmers, under the name of "R. Montpetit & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11737-54)

**Scies Mécaniques "Pioneer"
"Pioneer" Chain Saws Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the thirtieth day of June, 1954, incorporating: Paul E. Couillard, carpenter, of Lachute Mills, Albert Meilleur, clerk, of Lachute, both of the judicial district of Terrebonne, Lucien Dion, merchant, of St-Raymond, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer et exercer l'industrie et le commerce d'outils, instruments aratoires, machinerie et quincaillerie, sous le nom de "Scies Mécaniques" "Pioneer" — "Pioneer" Chain Saws Inc., avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 520 rue Foundry Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11479-54)

Stenhow Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1954, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil de la Reine, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement, sous le nom de "Stenhow Corp.", avec un capital de 100 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1954.

L'Assistant-procureur général,
37718-o C. E. CANTIN.

To manufacture and deal in tools, farm implements, machinery and hardware, under the name of "Scies Mécaniques" "Pioneer" — "Pioneer" Chain Saws Inc., with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 520 Foundry Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

(A.G. 11479-54)

Stenhow Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the twenty-third day of June, 1954, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company, under the name of "Stenhow Corp.", with a capital stock of 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37718 Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART;

Fur Manufacturers Guild Inc.;

Et, D'AUTRE PART;

L'Union des Ouvriers de la Fourrure de Montréal;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions et classification:* Les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Par "Fourrure de Première Classe" on veut dire, des manteaux, vêtements ou tous autres articles de fourrure de première qualité tel que vison, zibeline de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul de Russie, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, Putois (Shunk), Phoque, Broadtail de Russie, Fitch, martres de Roche, seal d'Hudson, Blaireau, Lynx, Loup, Martres, Chevreau (Kid) et toutes autres fourrures de valeur identiques, et tout travail de peau allongée.

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Fur Manufacturers Guild Inc.

AND, ON THE OTHER PART:

The Montreal Fur Workers Union;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions hereafter described:

I. *Definitions and classification:* The following terms have the meaning hereinafter assigned to them:

a) By "First Class Furs" is meant: Coats, garments or other articles of fur of the first class group such as Mink, Russian Sable, Jap Mink, Kolinsky, Persian Lamb, Russian Caracule, Squirrel, Beaver, Ermine, Foxes of all kinds, Raccoon, Skunk, Real Seal, Russian Broadtail, Fitch, Stone Marten, Hudson Seal, Badger, Lynx, Wolf, Baumarten, all kinds of martens' Kids, all other furs of the same value, and drop skin work.

b) Un "finisseur ou finisseuse de 1ère classe" désigne toute personne finissant au complet ou exécutant toute partie de telle opération sur tout vêtement ou article de fourrure de première qualité.

c) Un "bloqueur et cloueur de 1ère classe" désigne toute personne bloquant des fourrures de 1ère qualité.

d) Un "façonneur (trimmer de 1ère classe)" désigne toute personne exécutant au complet le façonnage (trimming) sur tout vêtement ou article de fourrure de toutes les qualités.

e) Un "opérateur ou opératrice de 1ère classe" désigne toute personne cousant des fourrures de 1ère qualité.

f) Un "apprenti" est un ouvrier qui pour la première fois exécute du travail de production ou donne une production quelconque.

II. *Juridiction professionnelle et industrielle:* Le décret s'appliquera à tous les employeurs et aux manufacturiers s'occupant de la fabrication, de la réparation, du remodelage de manteaux de fourrure, de vêtements de fourrure, de peaux en pièces, de lisières de fourrure, et de toute opération en finission, ou tous habits ou articles faits en entier ou en partie de fourrures de toutes sortes.

Seront assujettis au décret tous les signataires représentés par la partie de première part (Fur Manufacturers Guild Inc.) ainsi que tous les marchands de gros et marchands-détaillants qui, en date du 30 avril 1954, payaient le prélèvement au comité paritaire de la fourrure de Montréal, section du gros.

Seront également assujettis tous les marchands de fourrure de gros ou de détail, qui pourraient à la suite d'une décision arbitrale du chef du Service de Conciliation et d'Arbitrage de la province, être classés comme tombant sous le coup du décret.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, comprendra l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles autour et au delà de ses limites.

IV. *Salaires:* Les salaires minima seront les suivants.

Coupeur:	
1ère classe.....	\$70.00
2ème classe.....	60.00
Apprenti-coupeur.....	48.00
Ouvrier (opérateur):	
1ère classe.....	60.00
2ème classe.....	48.00
Ouvrière (opératrice):	
1ère classe.....	47.00
2ème classe.....	38.00
Façonneur (trimmer):	
1ère classe.....	48.00
2ème classe.....	41.00
Appreteur (bloqueur):	
1ère classe.....	48.00
2ème classe.....	37.00
Finisseur:	
1ère classe.....	55.00
2ème classe.....	46.00
Finisseuse:	
1ère classe.....	44.00
2ème classe.....	37.00
Tailleuse de doublures (ceux qui cousent et taillent).....	41.00
Couseuse de doublures.....	36.00
Examineur:	
1ère Classe.....	52.00
2ème classe.....	42.00

b) Tous les ouvriers engagés à fermer les manteaux que ce soit sur des fourrures de première qualité ou de deuxième qualité devront recevoir le salaire d'un opérateur ou opératrice de première classe.

b) A "first class finisher". (male or female) is one who completes finishing operations or does any portion of such operation on any garment or article of first class furs.

c) A "First class blocker and nailer" is one who blocks first class furs.

d) A "first class trimmer" is one who does the entire trimming operation on any garment or article.

e) A "first class operator", (male or female), is one who works on first class furs.

f) An "apprentice" is a worker who, for the first time, does any production work whatsoever.

II. *Professional and industrial jurisdiction:* The decree will apply to all Employers and, or Manufacturers engaged in producing, repairing, remodeling fur coats, fur garments, fur trimmings, piece plates, strippings, and any operation of finishing, and apparels and, or articles made in whole or in part of any type of furs.

All signatories represented by the party of the first part (Fur Manufacturers Guild Inc.) as well as all the wholesale merchants and retail merchants who, on April 30, 1954 paid an assessment to the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal will be governed by the present decree.

All fur merchants, wholesale or retail, who might, following an award of the Chief Conciliator and Arbitrator of the Province, be so classified as to come within the scope of the decree will also be governed by it.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decret will comprise the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles around and beyond its limits.

IV. *Minimum wages:* The following shall be the minimum weekly wages:

Cutters:	
1st Class.....	\$70.00
2nd Class.....	60.00
Apprentice-Cutters.....	48.00
Operators (male):	
1st Class.....	60.00
2nd Class.....	48.00
Operators (female):	
1st Class.....	47.00
2nd Class.....	38.00
Trimmers:	
1st Class.....	48.00
2nd Class.....	41.00
Blockers:	
1st Class.....	48.00
2nd Class.....	37.00
Finishers (male):	
1st Class.....	55.00
2nd Class.....	46.00
Finishers (Female):	
1st Class.....	44.00
2nd Class.....	37.00
Lining Cutters (those who cut and sew).....	41.00
Lining Operators.....	36.00
Examiners:	
1st Class.....	52.00
2nd Class.....	42.00

b) All closers, whether working on 1st or second class work, shall receive the wages of a first class operator.

c) Les ouvriers embauchés à garnir ou rembourrer les collets devront recevoir \$37.00 par semaine.

d) Les ouvriers travaillant les peaux en pièces et en lisières devront faire deux (2) années d'apprentissage, tel que déterminé par les règlements généraux d'apprentissage. A la fin de deux années d'apprentissage, ils devront être classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leurs métiers et payés comme tels.

e) Apprentis des deux sexes: Les années d'apprentissage seront divisées en quatre (4) périodes de six mois:

1ère période.....	\$18.00
2ième période.....	20.00
3ième période.....	22.00
4ième période.....	24.00

f) Après une période d'emploi de deux années, les galonneuses et poseuses de batiste devront être mises sur la base de promotion pour devenir finisseuses de seconde classe.

g) *Aucune réduction des salaires:* Pour la durée du décret il n'y aura aucune réduction des salaires pour les ouvriers présentement ou occasionnellement employés à un salaire déterminé.

h) *Salaires en argent:* Tous les salaires devront être payés chaque semaine en espèces.

i) *Négociation des salaires:* Au mois de mai 1955, si les conditions le justifie, la partie ouvrière peut demander de nouvelles négociations se rapportant aux salaires seulement.

V. *Heures de travail:* a) Une semaine de travail comprend 40 heures de travail.

b) *Pour les manufacturiers:* Une semaine de cinq (5) jours du lundi au vendredi soir, de huit (8) heures chacun, de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 heures p.m.

c) *Pour les Détaillants:* La semaine de 40 heures sera divisée comme suit; 5 jours de 7 heures chacun du lundi au vendredi soir, de 9 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m. et le samedi de 8 a.m. à 1 p.m.

d) Tout travail exécuté après 5 heures p.m. n'importe quel jour et tout travail exécuté le samedi dans les établissements de gros, sera considéré comme du travail supplémentaire. Tout travail supplémentaire devra être rémunéré au taux de temps et demi.

Tout travail exécuté après 5 heures p.m. dans les établissements de détail et tout travail exécuté après 1 p.m. le samedi sera considéré comme du travail supplémentaire et devra être rémunéré au taux de temps et demi.

Toutefois, un salarié en retard au travail doit faire huit (8) heures de travail le même jour avant d'avoir droit aux taux pour travail supplémentaire.

e) Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent du présent article, dans les établissements de détail, il sera permis durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre de diviser la semaine de 40 heures comme suit: une semaine de 5 jours, du lundi au vendredi soir de huit heures chacun de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

f) Tout travail supplémentaire sera interdit durant les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, toutefois les façonneurs (trimmers) pourront faire du travail supplémentaire du 1er juin au lieu du 1er juillet. Au cours des autres mois le travail supplémentaire est interdit à moins que tous les ouvriers de chaque atelier ne travaillent plein temps.

g) Le travail supplémentaire dans n'importe quel atelier ne devra jamais être exécuté après 9 p.m., et pendant plus de vingt (20) semaines.

h) Aucun manufacturier, qu'il s'occupe de garnitures, qu'il soit détaillant ou grossiste, ou

e) Employees engaged in trimmings or padding collars shall receive a minimum of \$37.00 per week.

d) Employees employed on piece plates and strippings shall have their two-year apprenticeship period and scale of wages governed by the general rules of apprenticeship, and, at the end of the apprenticeship period, he or she will receive the wages of a second class worker as per the above minimum wage scale.

e) Apprentice, male or female: The two-year apprenticeship is to be divided into four periods of six months:

1st period.....	\$18.00
2nd period.....	20.00
3rd period.....	22.00
4th period.....	24.00

f) Following a two-year period of employment, tapers and basters shall be placed on the standard promotion basis leading to second class finisher.

g) *No reduction in wages:* There shall be no reduction in wages during the term of the decree for help presently employed or once employed with a determined salary.

h) *Wages in cash:* All wages shall be paid in cash and shall be paid weekly.

i) *Wage bargaining:* In the month of May 1955, if conditions warrant it, the employees may demand the re-opening of negotiations to deal with the question of wages only.

V. *Working hours:* a) A week's work shall consist of forty (40) hours.

b) *For the manufacturers:* A five-day week, from Monday to Friday night of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and from 1 p.m. to 5 p.m.

c) *For the retailers:* A forty (40) hour week shall be divided as follows: a five (5) day week of seven hours each, that is from Monday to Friday, from 9 a.m. to 12 a.m. and from 1 p.m. to 5 p.m. and Saturday, from 8 a.m. to 1 p.m.

d) All work performed after 5 p.m. on any day, and any work performed on Saturday by wholesalers, shall be overtime work. All overtime work shall be paid for at the rate of time and one half.

All work performed after 5 p.m. by retailers and any work performed on Saturday after 1 p.m. by retailers, shall be overtime work. All overtime work shall be paid for at the rate of time and one half.

However, an employee who reports late for work must complete his eight hours of work on that day before being entitled to be paid at overtime rates.

e) Notwithstanding the provisions set forth in the preceding paragraph of this section, retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December to divide the forty (40) hour week as follows: a five (5) day week from Monday to Friday of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and from 1 p.m. to 5 p.m.

f) No overtime work shall be performed during the months of January, February, March, April, May and June; however trimmers shall be permitted to work overtime from the 1st of June instead of the 1st of July. During the other months no overtime shall be permitted unless all the workers of each factory are fully employed.

g) Overtime work in any establishment shall not exceed twenty weeks (20) and shall never extend beyond 9 p.m.

h) No manufacturer, whether trimmer, retailer or wholesaler or one who does trimmings and

qu'il soit à la fois manufacturier et s'occupe de garnitures, n'aura le droit de faire exécuter du travail supplémentaire que durant quatre mois de la période admise chaque année pour du travail supplémentaire.

i) Tous les ouvriers exécutant du travail supplémentaire auront droit à une période d'une demi-heure pour souper sans rémunération.

j) Nonobstant les dispositions décrites dans cet article, les détaillants seuls auront le droit, le samedi matin, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre de faire faire 4 heures de travail supplémentaires pour lesquelles les ouvriers seront payés au taux de temps régulier au lieu de temps et demi, toutefois, ils ne peuvent forcer leurs ouvriers à exécuter ce travail supplémentaire si ceux-ci ne désirent pas le faire.

VI. *Vacances*: a) Toute l'industrie régie par le décret doit s'abstenir de travailler la semaine commençant le premier lundi du mois d'août de chaque année.

b) Pour avoir droit à une semaine de vacances payée, l'employé devra avoir été à l'emploi continu du même employeur pour une période de pas moins de six mois (6) avant la date fixée pour les vacances.

c) Tout ouvrier n'ayant pas droit aux vacances en vertu du paragraphe "b) du présent article devra recevoir de son employeur 2% du salaire gagné comme paie de vacances.

d) Lorsqu'un ouvrier laisse son emploi ou est renvoyé par l'employeur, tel ouvrier devra recevoir comme paie de vacances, en sus les autres montants qui lui sont dus, 2% du salaire gagné depuis la période précédente des vacances.

e) Tout employé qui a été à l'emploi continu pour le même employeur pour une période de trois (3) ans et plus, aura droit à une semaine de vacances supplémentaire avec paie à une date déterminée par entente mutuelle entre l'employeur et l'employé.

VII. *Jours de fêtes*: Tous les ouvriers doivent être rémunérés pour les jours de fêtes suivants quel que soit le jour de la semaine où ils tombent: le Vendredi Saint, le 24 mai, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de grâces, le jour de Noël et le jour de l'An.

Pour avoir droit à telle rémunération, les ouvriers devront avoir travaillé une partie de la semaine de paie dans laquelle une desdites fêtes est comprise et dans ce cas ils ou elles devront recevoir une rémunération proportionnée à la durée du travail accompli durant cette semaine par rapport à la durée complète du travail de la semaine. Si un ouvrier travaille durant un de ces jours de fêtes il recevra le salaire régulier d'une journée de travail et en plus temps et demi; toutefois l'employeur ne pourra forcer un ouvrier à travailler un de ces jours de fêtes. Si un atelier était fermé durant une semaine dans laquelle se trouve un de ces jours de fêtes, les ouvriers doivent recevoir rémunération complète pour ce jour de fête.

Aucun travail n'est permis le jour de la fête du Travail.

Le refus d'un salarié de travailler un jour de fête statutaire ou religieuse ne peut servir de prétexte à une plainte.

VIII. *Contrats individuels*: Dorénavant aucun employeur ne peut signer des contrats individuels avec un employé ou exiger ou accepter des dépôts monétaires ou toutes autres valeurs de ses ouvriers, non plus passer des ententes avec un ouvrier lui assurant une période d'emploi durant un certain temps.

manufactures, shall be entitled to work more than four (4) months overtime during the period allowed in any one year.

i) All employees working overtime shall be given a half-hour period for supper without pay.

j) Notwithstanding the provisions set out in this section retailers only shall be permitted on Saturday morning during the months of September, October, November and December to work four (4) hours overtime for which the employees are to be paid single time instead of time and a half; this however is subject to employees not being compelled to work such four (4) hours.

VI. *Vacation*: a) All employers governed by this collective agreement shall keep their establishment closed on the week commencing the first Monday of August in each year.

b) To be entitled to one week's vacation with pay, the employee must have been in the continuous employ of the same employer for a period of at least six months previous to the date set for vacation.

c) Any employee who does not qualify for vacation pay under paragraph "b" of this section shall receive from his employer 2% of his earnings as vacation pay.

d) When the employment of any employee is terminated he shall be paid, in addition to whatever other sums that may be due to him, 2% of his earnings since the preceeding vacation period as vacation pay.

e) Any employee who has been in the continuous employment of the same employer for a period of three years or more, shall be entitled to a second week's vacation with pay at a time to be determined by mutual agreement between the employer and the employee.

VII. *Holidays*: All employees shall be entitled to be paid for the following holidays regardless of the day of the week on which they fall: Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and New Year's Day.

In order to be entitled to such payment, the employee must have worked some part of the pay week in which such holiday occurs, and in the event of such employee working part of such week, he or she shall be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time worked bears to the full working time of the said week. In the event of any employee working upon the above holidays, he shall receive a day's pay at the regular rate and in addition thereto, time and one half, but it shall be optional with the individual employee as to whether he or she will consent to work on such holiday. In the event of the firm refraining from operating during the week in which a holiday shall occur, employees shall be entitled to full pay for such holiday.

No work shall be permitted on Labour Day.

The refusal of a worker to work on any statutory or religious holiday shall not afford any ground for complaint.

VIII. *Individual contracts*: No employer shall hereinafter make any individual contracts with any employee, nor exact accept any cash deposits or other securities from any employee, nor shall any agreement be entered into with any individual employee guaranteeing any length of employment.

IX. *Division de travail*: En tout temps lorsqu'il n'y a pas suffisamment de travail pour tous les ouvriers, tout le travail de l'atelier doit être divisé également parmi les ouvriers engagés pour tel travail qui ont la compétence voulue pour exécuter le travail nécessaire au bon fonctionnement de l'atelier de l'employeur. Le chef d'atelier doit avoir la préférence dans la division de travail dans la classe d'ouvrage pour laquelle il a été engagé.

X. *Conditions d'ouvrage à contrat ou sous-contrat*: a) Tout travail à contrat ou à sous-contrat ou travail à la pièce est interdit, soit à l'intérieur de l'atelier de l'employeur ou dans un atelier extérieur ou ailleurs à moins que ce travail soit envoyé dans des établissements où les conditions de travail sont conformes au décret et que tous les ouvriers de l'atelier travaillent plein temps.

b) Tous manufacturiers donnant de l'ouvrage à contrat ou sous-contrat doivent recevoir l'approbation écrite du Comité Paritaire avant de donner de l'ouvrage à contrat ou sous-contrat et doivent pourvoir le Comité Paritaire d'une liste complète de tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs à qui tel ouvrage est donné.

c) Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent garder un registre des salaires et des heures de travail et ils sont considérés comme employés en ce qui touche les salaires et les heures de travail et de plus, ils sont assujettis à toutes les conditions du décret s'ils travaillent de leurs propres mains.

d) Aucun employeur n'a le droit de donner du travail à contrat ou à sous-contrat à un ouvrier de son atelier ou de tout autre atelier de fourrures.

e) Aucun travail à contrat ou sous-contrat n'est permis dans l'atelier d'un manufacturier ou n'est toléré dans un atelier avoisinant, à moins que tel atelier soit séparé par un mur solide n'ayant aucune ouverture.

XI. *Associés de bonne foi*: Lorsque dans une firme ou corporation, il y a deux ou plusieurs actionnaires ou associés de bonne foi, lesdits associés ou actionnaires peuvent exécuter du travail dans l'atelier, c'est-à-dire du travail identique à celui exécuté par les ouvriers, sujet cependant à la condition que tous les associés, à l'exception d'un, soient considérés dans la même catégorie que les ouvriers sous le décret, et sujet à ses termes et conditions, excepté en autant que les salaires sont concernés.

XII. Il est défendu à tout employeur de permettre à ses employés d'apporter de l'ouvrage à domicile soit pour le bénéfice de l'employeur ou de ses employés.

XIII. *Pas de changement de métier*: Aucun ouvrier ne peut travailler dans un métier autre que celui pour lequel il a été embauché, pourvu qu'il y ait suffisamment de travail pour le tenir occupé dans son métier, sinon il peut exécuter tout autre travail requis.

Toutefois, tel autre travail ne doit, en aucun cas, avoir comme conséquence provoqué le déplacement d'un autre ouvrier.

XIV. *Aucun arrêt de travail ou fermeture de l'atelier en attendant le règlement d'une dispute*: Pendant la durée du décret, et en attendant les négociations de toute dispute ou règlement de tout prix, ou la considération de toute plainte, aucun employeur ou salarié ne doit ordonner ou ne prendre part à une fermeture d'atelier, à un arrêt de travail ou à une grève.

XV. *Apprentis*: Dans les ateliers employant moins de 15 personnes, l'employeur peut engager ou remplacer un apprenti du sexe masculin pendant la durée du décret, et dans tout atelier

IX. *Division of work*: At all times when there is not sufficient work for all employees, all the available work in the shop shall be divided equally among all the employees properly engaged in the work who are competent to do the work consistent with proper functioning of the factories operated by the various employers. The shop chairman should be given preference in the division of work within the class of work in which he is engaged.

X. *Conditions of contracting and sub-contracting*: a) No contracting, sub-contracting or piece work shall be permitted inside the factory of the Employer, nor shall it be permitted outside the factory unless sent to a factory submitted to the decree, and unless all employees in the shop are working full time.

b) All manufacturers giving outside work to contractors or sub-contractors must receive prior written approval from the Parity Committee and must provide the Parity Committee with a complete list of all contractors and sub-contractors to whom such work is given.

c) All contractors and sub-contractors must keep records of wages and hours of labour, but will be considered as employees as regards to wages and hours of labour, and will furthermore be submitted to all conditions of this agreement when doing actual trade work.

d) No employer is allowed to give out contracting or sub-contracting to a worker employed in any factory engaging in the manufacture of furs.

e) No contracting or sub-contracting is permitted on the premises of an employer, nor is such contracting or sub-contracting permitted in adjoining premises, unless such premises are separated by a solid wall without any opening.

XI. *Bona Fide partners*: Where there are in any firm or corporation two or more Bona Fide partners, all said partners are privileged to do actual work in the factory, that is, similar work as is done by the held employed, subject however, to the condition that all said partners, one excepted, are considered as being in the same category as any of the Employees under the decree, and subject to its terms and conditions except insofar as wages are concerned.

XII. Employers shall not permit their Employees to bring work home for the benefit either of the Employers or of the Employees.

XIII. *No change of craft*: The Association agrees that no worker shall be permitted to work in any craft other than the craft for which he has been engaged, provided there is sufficient work to keep him occupied at his craft; otherwise he shall fill in other work as required of him. Such other work, however, must not in any event displace another employee.

XIV. *No stoppage of work or lockout pending settlement of dispute*: During the existence of the decree, and pending the negotiations of any dispute or the settlement of any price or the hearing of any complaint, no employer or employee will institute or take part in any lock-out, stoppage of work or strike.

XV. *Apprentices*: As regards male apprentices in factories employing less than fifteen (15) help, such factories shall be entitled to hire one apprentice during the term of the decree agree-

employant plus de 15 personnes, l'employeur peut engager ou remplacer 2 apprentis.

Quant aux apprenties, les employeurs peuvent employer le nombre nécessaire à leurs besoins, cependant cesdites apprenties doivent être limitées aux femmes entre les âges de 16 à 20 inclusivement.

XVI. *Promotions:* a) Les employeurs peuvent promouvoir tout ouvrier de seconde classe à la première classe à la condition que: à la date de la promotion tel ouvrier reçoive une augmentation de 25% de la différence des salaires entre la première et la seconde classe et à chaque six (6) mois accorde une nouvelle augmentation de 25% de telle différence, jusqu'à ce qu'il reçoive le minimum du salaire d'un ouvrier de première classe.

b) Les apprentis ou apprenties peuvent être promus au travail régulier de la seconde classe sujets aux mêmes arrangements prévus pour les promotions de la seconde à la première classe.

c) Les promotions ne se donnent qu'aux ouvriers n'ayant jamais exécuté le genre de travail pour lequel une promotion est demandée.

d) Toutes les promotions doivent être rapportées au préalable et par écrit au Comité Paritaire.

XVII. Tout ouvrier ayant complété deux semaines d'essai doit être considéré comme ouvrier permanent.

XVIII. *Protection sanitaire et contre le feu:*

Chaque employeur doit voir à ce que son atelier soit pourvu de tous les avantages sanitaires requis et à protéger ses employés contre les risques du feu, des accidents ou autres dommages. Tous les articles en fourrure, manteaux et autres articles doivent être parfaitement nettoyés avant d'être remis aux employés pour y exécuter du travail.

XIX. *Durée du décret:* Le décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1956. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai de pas plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 juin 1954.

37757-o

ment, or replace such apprentice, and any factory employing more than fifteen (15) help shall be entitled to hire two apprentices or replace same.

As for female apprentices, the employers may employ such apprentices as are necessary for their requirements, but such female apprentices are restricted to females of the ages of 16 to 20 inclusive.

XVI. *Promotions:* a) The employer shall have the right to promote any second class workman with the understanding that when such workman is promoted from second class to first class he or she will receive an increase on the date of promotion of 25% of the difference in salary between a first class and a second class employee, and a further increase of 25% of such difference each six months he is employed until he has received the minimum wage of a first class employee.

b) Apprentices may be promoted to regular second class work subject to the same arrangements as set out for promotions from second class to first class.

c) Promotions will apply only to those employees who have never before done the type of work for which a promotion is being requested.

d) All promotions shall be reported in writing to the Parity Committee.

XVII. Any employee who has completed two weeks trial period shall be considered a permanent employee.

XVIII. *Sanitation and Fire protection:* Each Employer will maintain and observe proper sanitary conditions and insure the protection of workers against risk of fire or other damage or injury. All articles of furs or garments must be thoroughly cleaned before being worked upon by the Employees.

XIX. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force until April 30th, 1956. It will then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to the date of its original expiration or prior to April 30th of any subsequent year. Such a notice also be filed with the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 19, 1954.

37757-o

Action en séparation de biens

AVIS

Canada, Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 23,778. Dame Laura Clark, ménagère de St-Léon de Standon, épouse commune en biens sans contrat de mariage de Adélard Marceau, barbier, de St-Léon de Standon, comté de Dorchester, a formé contre son mari une action en séparation de biens. Saint-Joseph-de-Beauce, 26 juillet 1954.

Le Procureur de la demanderesse,
37738-o ANTOINE LACOURCIÈRE, C.R.

Action for separation as to property

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, in the Superior Court, No. 23,778. Dame Laura Clark, housekeeper of St. Léon of Standon, wife common as to property without contract of Adélard Marceau, barber, of St. Léon of Standon, county of Dorchester, has taken an action against her husband for separation as to property.

St. Joseph of Beauce, July, 26th, 1954.
ANTOINE LACOURCIÈRE, Q.C.,
37738-o Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 739

Québec, le 21 juillet 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le Service d'enregistrement des véhicules-automobiles et d'émission des licences et permis sous la Loi des véhicules-automobiles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, (S.R.Q., 1941, chap. 7), le Service d'enregistrement des véhicules-automobiles et d'émission des licences et permis sous la Loi des véhicules-automobiles soit transféré du contrôle de l'honorable Ministre des Transports et Communications au contrôle de l'honorable Ministre des Finances.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
37718-o L. DÉSILETS.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 739

Quebec, June 21, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Branch for the registration of motor vehicles and the issuing of licenses and permits under the Motor Vehicles Act.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Prime Minister:

THAT under the authority of Section 7 of the Executive Power Act, (R.S.Q., 1941, chap. 7), the Branch for the registration of motor vehicles and the issuing of licenses and permits under the Motor Vehicles Act be transferred from the control of the Honourable the Minister of Transportation and Communications to that of the Honourable the Minister of Finance.

L. DÉSILETS,
37718 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Bethel Baptist Church" 427 rue St-Germain, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution en corporation de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements.

Montréal, 12 juillet 1954.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON.

231 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Québec. 37646-29-5

(P.G. 2897-48)
DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY,
LIMITED

Règlement spécial "D"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited" (ci-après nommée la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de six à sept de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Décrété ce 2e jour de juin 1954.

Certifié vraie copie, ce 9e jour de juillet 1954.

Le Secrétaire,
37719 RALPH C. TEES.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Bethel Baptist Church," 427 St. Germain Street, City of Montreal, will present a petition to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, July 12th, 1954.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for petitioner.

231 St. James Street West,
Montreal, Que. 37646-29-5-o

(A.G. 2897-48)
DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY,
LIMITED

Special By-law "D"

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law of "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from six to seven so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of seven directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 2nd day of June, 1954.

Certified to be a true copy, this 9th day of July, 1954.

RALPH C. TEES,
37719-o Secretary.

(P.G. 3281-51)

JOHN R. ANDERSON & SON LIMITED

Article II section (1) (révisé) des règlements de John R. Anderson & Son Limited,

Re: augmentation des membres du bureau de direction de trois (3) à six (6)

"Attendu qu'il est jugé opportun que les membres du bureau de direction de la compagnie soient augmentés,

En conséquence, qu'il soit décrété comme un article révisé des règlements de John J. Anderson & Son Limited que:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de six directeurs, quatre desquels formeront quorum."

Certifié vraie copie.

Le Président,
A. D. ANDERSON.
Le Secrétaire,
W. A. CLARKE.

37720

(A.G. 3281-51)

JOHN R. ANDERSON & SON LIMITED

Article II section (1) (Revised) of the By-laws of John R. Anderson & Son Limited,

Re: increase in the directorate thereof from three (3) to six (6)

"Whereas it is deemed desirable that the Directorate of the Company be increased,

Now therefore be it enacted as a Revised Article of the By-Laws of John R. Anderson & Son Limited that:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors, four of whom shall form a quorum."

Certified to be a true copy.

A. D. ANDERSON,
President.
W. A. CLARKE,
Secretary.

37720-o

Avis est donné au public par les présentes, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que "The James MacLaren Company, Limited", de la ville de Buckingham, comté de Papineau, Province de Québec, se propose de faire exécuter les travaux suivants — de faire construire un barrage en bois au Lac Long sur la Rivière Mitchinamekus, un tributaire de la rivière du Lièvre, pour faciliter le flottage des billots sur la rivière du Lièvre, partie non divisée du comté de St. Maurice, Province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée des plans et spécifications indiquant la nature de la construction et les terrains qui seront affectés par telle construction, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, Province de Québec, et qu'un duplicata de tels plan et spécifications a été déposé aux bureaux d'enregistrement de la division de Labelle à Mont Laurier, P.Q.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

THE JAMES MACLAREN COMPANY, LIMITED.

Le Secrétaire,
J. W. THOMSON.

37730-o

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Water Course Act, that "The James MacLaren Company, Limited", of the town of Buckingham, in the county of Papineau, Province of Quebec, intends to execute the following work — to construct a timber dam at Long Lake on the Mitchinamekus River, tributary of the Lièvre River, in the unsurveyed part of St. Maurice county, Province of Quebec, to facilitate log driving on the headwaters of the Lièvre River.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, Province of Quebec, and that a duplicate of such plan and specification has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Labelle at Mont-Laurier, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

THE JAMES MACLAREN COMPANY, LIMITED.

J. W. THOMSON,
Secretary.

37730-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Foyers de Ville-Marie", en date du 23 juin 1954, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

37736-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Foyers de Ville-Marie", under date, June 23, 1954, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this July sixteenth 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37736

(P.G. 2101-51)

CANADIAN PLYWOODS LIMITED

Règlement N° XXI

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Canadian Plywoods Limited" (ci-après nommé la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

(A.G. 2101-51)

CANADIAN PLYWOODS LIMITED

By-law No. XXI

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Canadian Plywoods Limited" (hereinafter called the "Company") as follows:

1. The number of the board of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to five.

2° Que le quorum du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes fixé à trois.

3. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendé de manière à se conformer au précédent.

Je, W. P. Scanlan, secrétaire de "Canadian Plywoods Limited" certifie, par les présentes, que le règlement N° XXI ci-dessus est une vraie copie du règlement décrété par le bureau de direction de cette compagnie à une assemblée tenue le 2e jour de juillet 1954, et que ledit règlement a été approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, et tenue au siège social de la compagnie le 8 juillet 1954.

Et j'ai signé,

(Sceau)

37737

Le Secrétaire,
W. P. SCANLAN.

2. The quorum of the board of Directors of the Company be and the same is hereby fixed at three.

3. The by-laws of the Company be and the same are hereby amended to accord with the foregoing.

I, W. P. Scanlan, Secretary of "Canadian Plywoods Limited", hereby certify that the above by-law No. XXI is a true copy of a by-law enacted by the board of Directors of this company at a meeting held on the 2nd of July, 1954, and that the said by-law was unanimously approved by all the shareholders of the company present at a Special General Meeting called for that purpose, held at the head office of the company on the 8th of July, 1954.

And I have signed,

(Seal)

37737-o

W. P. SCANLAN,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Urbain," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-sept juin 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Urbain 1er, comté de Châteauguay.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

37748-o

(P. G. 3254-49)

PIK MILLS LTD.

Règlement spécial "D"

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre;

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Certifié vraie copie:

Montréal, 14 juillet 1954.

(Sceau)

37749

Le Secrétaire,
C. S. RICHARDSON.

(P. G. 49526-53)

Avs est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-sept juillet 1954, les règlements de "L'Accueil des Jeunes Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-huit juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

37756-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Urbain" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June seventeenth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Urbain-1er, county of Châteauguay.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37748

(A. G. 3254-49)

PIK MILLS LTD.

Special By-Law "D"

1. The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to four;

2. The by-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Certified true copy:

Montreal, July 14th, 1954.

(Seal)

37749-o

C. S. RICHARDSON,
Secretary.

(A. G. 49526-53)

Notice is hereby given that upon the recommendation of Deputy Attorney General, the Honourable Provincial Secretary has approved on July twenty-seventh, 1954, by-laws of "L'Accueil des Jeunes Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-eighth day of July, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37756

Charte — Abandon de

EMPIRE TOOL WORKS LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Empire Tool Works Limited", corporation créée selon la Loi des compagnies de Québec, et ayant son bureau chef en les cité et district de Montréal, s'adressera

Charter — Surrender of

EMPIRE TOOL WORKS LIMITED

Notice is hereby given that "Empire Tool Works Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will

au Procureur général de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Les Procureurs de la compagnie,
37721-o LACOSTE & LACOSTE.

LES PRODUITS CHAMPION LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Les Produits Champion Limitée", corporation créée selon la Loi des compagnies de Québec, et ayant son bureau chef en les cité et district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Les Procureurs de la compagnie,
37722-o LACOSTE & LACOSTE.

Avis est donné que la compagnie "Club Boisbouscachie Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 23ième jour de juillet 1954.
Les Procureurs de la requérante,
37731-o PRÉVOST, GAGNÉ,
FLYNN & CHOUINARD.

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La Compagnie "Standard Investments Limited" incorporée suivant la première partie de la Loi des Compagnies et ayant son siège social à Québec, district de Québec, donne avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 22 juillet, 1954.
Les Procureurs de la Requérente,
37732-o TASCHEREAU, CANNON
& FRÉMONT.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que "Viscol Sales Limited", demandera la permission d'abandonner sa Charte.

Victoriaville, le 23 juillet 1954.
Le Procureur de la pétitionnaire,
37733-o LAURENT TROTTIER.

ADSON CORP.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Adson Corp." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 21 juillet 1954.
(Sceau) Le Président,
37750 LÉON M. ADLER.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

(Sec. P. 2003-54)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Aircraft — Marine Products of Canada,

apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Province of Quebec Companies' Act.

37721-o LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for the company.

LES PRODUITS CHAMPION LIMITÉE

Notice is hereby given that "Les Produits Champion Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney General of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the Province of Quebec Companies' Act.

37722-o LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for the company.

Notice is hereby given that the company "Club Boisbouscachie Inc.", will apply for leave to surrender its charter under part one of the Quebec Companies' Act.

Québec, this 23rd day of July, 1954.
PRÉVOST, GAGNÉ,
37731-o FLYNN & CHOUINARD,
Attorneys for the Petitioner.

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The Company "Standard Investments Limited" incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act, having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, gives notice that it will apply to the Attorney General of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Québec, this 22th July, 1954.
TASCHEREAU, CANNON
& FRÉMONT,
37732-o Attorneys for Standard Investments Ltd.

NOTICE

Notice is hereby given that "Viscol Sales Limited" will make an application for leave to surrender, its charter.

Victoriaville, July 23, 1954.
LAURENT TROTTIER,
37733-o Attorney for the petitioner.

ADSON CORP.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Adson Corp." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 21st, 1954.
(Seal) LÉON M. ADLER,
37750-o President.

Companies Licensed to do
Business

(P. Sec. 2003-54)

Notice is hereby given that the company "Aircraft — Marine Products of Canada, Ltd."

Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Son bureau principal dans la Province sera à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle est M. W. H. Laidley, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37718 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 1504-54)

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Steiner Sales Company Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Son bureau principal dans la Province, sera établi à 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Frank B. Common, Jr., à l'adresse ci-haut donnée.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37718 JEAN BRUCHÉSI.

has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its principal office in the Province will be at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the City and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, is Mr. W. H. Laidley, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of July, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37718-o Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 1504-54)

Notice is hereby given that the company "Steiner Sales Company Ltd." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its principal office in the Province is to be established at 360 St. James Street, West, in the City and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, is Mr. Frank B. Common, Jr., of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-seventh day of July, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37718-o Under Secretary of the Province.

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Municipalité du canton de Granby s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente de deux pour cent (2%) dans les limites de son territoire.

Granby, 19 juillet 1954.

Le Procureur et agent des requérants,
(Signé) GÉRARD NORMANDIN, C.R.
37739-31-4-o

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the Township of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have a law passed authorizing it to impose a sale tax of two per cent (2%) in the limits of its territory.

Granby, July 19th, 1954.

(Signed) GÉRARD NORMANDIN, Q.C.,
Attorney and agent for the petitioners.
37739-31-4-o

Département de l'Instruction publique

N° 679-54.

Québec, le 12 juillet, 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Campbell Canton, dans le comté de Labelle, en celui de "Brunet", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37708-30-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 679-54

Quebec, July 12, 1954.

Application is made to change the name of the school municipality of Campbell Township, in the county of Labelle, into that of "Brunet", same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
37708-30-2 Superintendent of Education.

N° 530-54.

Québec, le 12 juillet, 1954.

Avis est par la présente donné que je me propose d'annexer au territoire de la municipalité scolaire de St-Gérard-de-Berry, dans le comté d'Abitibi-Est, tous les lots des rangs 9 et 10 du canton Berry, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37709-30-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 530-54

Quebec, July 12, 1954.

Notice is hereby given that I propose to annex to the territory of the school municipality of St-Gérard-de-Berry, in the county of Abitibi-Est, all lots of ranges 9 and 10 of the Berry township, territory which has not as yet been organized for school purposes.

O. J. DÉSAULNIERS,
37709-30-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse (maintenant ville), de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish (now town) of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que le lot 279-A-Y est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 279-A-Y is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 5 juillet 1954.

Quebec, July the 5th, 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
37727-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
37727-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse (maintenant ville), de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish (now town) of Ste. Foy, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que les lots 46-23, 48-23, 48-24, 48-25 et 48-26 sont corrigés et les lots 46-1 et 48-2 sont annulés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 46-23, 48-23, 48-24, 48-25 and 48-26 are corrected and lots 46-1 and 48-2 are cancelled in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Québec, le 15 juillet 1954.

Quebec, July the 15th, 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
37727-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
37727-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la ville (maintenant cité) de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Official cadastre of the town (now city) of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 673-14 à 673-17, 674-6 à 674-11, 675-1 à 675-5, 679-1 à 679-10, 680-1 à 680-35, 681-1 à 681-5, 682-1, 682-2, 682-13, 682-14, 682-16, 682-17, 683-33 à 683-36, 683-44 et 683-45 sont annulés, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 673-14 to 673-17, 674-6 to 674-11, 675-1 to 675-5, 679-1 to 679-10, 680-1, to 680-35, 681-1 to 681-5, 682-1, 682-2, 682-13, 682-14, 682-16, 682-17, 683-33 to 683-36, 683-44 and 683-45 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 15 juillet 1954.

Quebec, July the 15th, 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
37727-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
37727-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective

à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3746 du 17 octobre 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée.

1° L'article II sera remplacé par le suivant :

"II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret, comprend la cité de Québec, les municipalités de Québec-Ouest, Petite Rivière, St-Augustin et les municipalités situées dans les limites des comtés provinciaux de Québec, Lévis et Montmorency."

2° Le paragraphe "c" de l'article IV sera remplacé par le suivant :

"c) La semaine régulière de travail du dessinateur est de quarante-quatre (44) heures; si ses services sont requis en dehors des heures régulières, il sera tenu de se rendre au travail et aucun salaire ne lui sera dû pour le temps supplémentaire ainsi fait.

La semaine régulière du commis d'atelier et du département des peaux est de quarante-quatre (44) heures; si ses services sont requis en dehors des heures régulières, mais durant les heures d'affaires de l'employeur, il sera tenu de se rendre au travail et aucun salaire ne lui sera dû pour le temps supplémentaire ainsi fait."

3° Le paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant :

"e) Le contremaître d'atelier gagnant \$65.00 ou plus par semaine, le dessinateur de patrons gagnant \$49.00 ou plus par semaine, la dessinatrice gagnant \$49.00 ou plus par semaine n'ont pas droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel."

4° Les mots suivants seront ajoutés au premier alinéa du paragraphe "p" de l'article V :

"L'employé régulier suspendu pendant la semaine de calendrier d'un jour chômé doit être payé pour ledit jour chômé."

5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "q" de l'article V :

"Nonobstant les paragraphes précédents, tout salarié qui est congédié ou quitte son emploi, pour quelque raison que ce soit, avant le 15 juin de chaque année aura droit à une indemnité de vacances équivalente à 2% du salaire total qu'il a gagné, à compter du 15 juin précédent jusqu'à la date de son départ, s'il a moins de 3 ans de services continus et à 4% du salaire calculé comme dit précédemment, s'il a plus de 3 ans de services continus pour son employeur."

6° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article IX :

"Il est aussi interdit à un employeur professionnel de faire exécuter, à domicile, du travail de la fourrure par un salarié."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

labour agreement relating to the fur workers of the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 3746 of October 17, 1940, have petitioned him to submit the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended.

1. Section II will be replaced by the following :

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Quebec, the municipalities of Quebec-Ouest, Petite Rivière, St. Augustin and the municipalities situated within the limits of the provincial counties of Quebec, Lévis and Montmorency."

2. Subsection "c" of section IV will be replaced by the following :

"c) The standard work week of the pattern maker consists of forty-four (44) hours. When his services are required outside the regular hours, he shall have to work such overtime without pay.

The standard work week of the shop and hide department clerk consists of forty-four 44 hours. When his services are required outside the regular hours, but during the business hours of the employer, he shall have to work such overtime without pay."

3. Subsection "e" of section IV will be replaced by the following :

"e) The shop foreman earning \$65.00 or more per week, the pattern maker earning \$49.00 or more per week and the female pattern maker earning \$49.00 or more per week are not entitled to any pay for overtime or additional work."

4. The following words are added to the first paragraph of subsection "p" of section V :

"Regular employees laid off for a calendar week in which a holiday with pay occurs shall be paid for such holiday."

5. The following paragraph will be added to subsection "q" of section V :

"Notwithstanding the foregoing subsections, employees laid off or who leave their employment, for any reason whatever, before June 15 of each year are entitled to a vacation pay equivalent to 2% of the total wages earned by them from the preceding June 15 up to the date of their departure, if they have less than 3 years of continuous service, and to 4% of the wages computed as above when they have more than 3 years of continuous service for their employer."

6° The following paragraph will be added to section IX :

"Furthermore, no professional employer shall cause fur trade work to be done at home by an employee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 juillet 1954.

37757-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 31, 1954.

37757-0

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 30 juin 1954.

M. Charles-Édouard Cantin, de la cité de Québec, conseil en loi de la Reine, et assistant-procureur suppléant: assistant-procureur général, à compter du 1er juillet 1954.
37718-o

Appointments

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, June 30, 1954.

Mr. Charles-Édouard Cantin, of the City of Quebec, Queen's Counsel, and Acting Deputy General: Deputy Attorney General, from and after July 1st, 1954.
37718

BUREAU OFFICIEL

OFFICIAL OFFICE

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou métier Profession or calling	Adresse du bureau officiel Address of official office
Compton.....	Tourigny, Anselme.....	Notaire — Notary....	East Angus, 10 rue Garneau (St.).

Le présent avis est donné conformément à l'article 20, de la Loi électorale de Québec.
Québec, le 23 juillet 1954.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.
37718-o

The present notice is given in conformity with the Article 20, of the Quebec Election Act.
Quebec, July 23, 1954.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning Officer.
37718-o

Sièges sociaux

Head Offices

(P.G. 3704-53)

LOBELL CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Règlement N° 10

Siège social de la compagnie

"Le principal siège social des affaires de la compagnie sera situé en la paroisse de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, et avis devra en être donné dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 11 de la Loi des compagnies."

Saint-Jérôme, ce 17 juin 1954.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO LABELLE.
37723-o

(A.G. 3704-53)

LOBELL CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

By-law No. 10

Head Office of the Company

"The principal head office of the company shall be situate in the parish of Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne, and notice should be given in the *Quebec Official Gazette* in accordance with form II of the Quebec Companies' Act."

Saint-Jérôme, this 17th day of June, 1954.

Certified true copy.

LÉO LABELLE,
Secretary-Treasurer.
37723

MURRAY BAY EXPLORATION COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

MURRAY BAY EXPLORATION COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Murray Bay Exploration Company Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février, 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 31 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 20 juillet 1954.

(Seeau) Le Secrétaire-trésorier,
M. LACOMBE.
37724-o

Notice is hereby given that "Murray Bay Exploration Company Limited" (No Personal Liability), company incorporated by letters patent dated the 24th of February, 1953, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 31 St. James Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, July 20th, 1954.

(Seal) M. LACOMBE,
Secretary-Treasurer.
37724-o

AVIS OFFICIEL

OFFICIAL NOTICE

Le "Conseil St-André-Avellin, N° 3007, des Chevaliers de Colomb", de St-André-Avellin,

The "Council St-André-Avellin, No. 3007 of Knights of Columbus", of St-André-Avellin, P.Q.,

P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
MARCEL FILION.
Le Secrétaire Archiviste,
HERMAS LACOSTE.

37726-o

hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22nd, 1953.

MARCEL FILION,
Grand Knight.
HERMAS LACOSTE,
Recording-Secretary.

37726

Avis est donné que la compagnie "Hôtel Lorraine Inc.", constituée en Corporation par lettres patentes du 12 février 1954 et ayant son bureau-chef dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 57 rue Sainte-Anne, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Daté à Québec, ce 8 mai, 1954.

Le Secrétaire,
MADELEINE D. CASGRAIN.

37734-o

Notice is hereby given that "Hôtel Lorraine Inc.", incorporated by letters patent dated February 12, 1954, and having its head office, in the city of Québec, has established its office at 57, St. Anne Street, Québec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 8th day of May, 1954.

MADELEINE D. CASGRAIN,
Secretary.

37734-o

Avis vous est par la présente donné que l'adresse de la compagnie "Baillar Investments Limited" — "Les Placements Baillar Ltée", incorporée par lettres patentes le 28 décembre, 1951, est changée de 60 St-Jacques Ouest, Montréal, pour l'adresse suivante: 423, rue Ontario Est, Montréal.

Conforme à la résolution adoptée à l'assemblée des actionnaires, le 21 avril, 1954.

Montréal, P.Q., le 8 juillet, 1954.

(Sceau) Le Secrétaire,
ADRIEN BAILLARGEON.

37735-o

Notice is hereby given that the address of the company "Baillar Investments Limited" — "Les Placements Baillar Ltée", incorporated by letters patent on December 28, 1951, is changed from 60 St-James Street, West, Montreal, for the following address: 423 Ontario Street East, Montreal.

In conformity with the Resolution adopted at the shareholders meeting on April 21, 1954.

Montreal, P.Q., July 8, 1954.

(Seal) ADRIEN BAILLARGEON,
Secretary.

37735

Soumissions

Province de Québec

CAP-SANTÉ
(Comté de Portneuf)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Arthur Frenette, secrétaire-trésorier, Cap-Santé, comté de Portneuf, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 16 août 1954, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la municipalité de Cap-Santé, comté de Portneuf, datées du 1er août 1954 et remboursables par séries du 1er août 1955 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt No. 136 — Extension au système d'aqueduc et règlement d'emprunt N° 138 — Extension au service de protection contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1955.....	\$ 1,000.00
1er août 1956.....	1,000.00
1er août 1957.....	1,000.00
1er août 1958.....	1,000.00

Tenders

Province of Quebec

CAP-SANTÉ
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Arthur Frenette, secretary-treasurer, Cap-Santé, county of Portneuf, until 8 o'clock p.m., Monday, August 16, 1954, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the Municipality of Cap-Santé, County of Portneuf, dated August 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 136 — Extension to the waterworks system and loan By-law No. 138 — Extension to the Prevention of Fire Service.

For purposes of adjudication only, the calculation of interest shall be made as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$100,000.00 — 15 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	\$ 1,000.00
August 1st, 1956.....	1,000.00
August 1st, 1957.....	1,000.00
August 1st, 1958.....	1,000.00

1er août 1959.....	1,500.00
1er août 1960.....	1,500.00
1er août 1961.....	1,500.00
1er août 1962.....	1,500.00
1er août 1963.....	1,500.00
1er août 1964.....	1,500.00
1er août 1965.....	1,500.00
1er août 1966.....	1,500.00
1er août 1967.....	1,500.00
1er août 1968.....	1,500.00
1er août 1969.....	81,000.00

August 1st, 1959.....	1,500.00
August 1st, 1960.....	1,500.00
August 1st, 1961.....	1,500.00
August 1st, 1962.....	1,500.00
August 1st, 1963.....	1,500.00
August 1st, 1964.....	1,500.00
August 1st, 1965.....	1,500.00
August 1st, 1966.....	1,500.00
August 1st, 1967.....	1,500.00
August 1st, 1968.....	1,500.00
August 1st, 1969.....	81,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-Santé, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Donnacona ou à Cap-Santé, comté de Portneuf.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 août 1954, à 8 heures p.m., en la salle municipale, Cap-Santé, comté de Portneuf.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Santé, (Comté de Portneuf), ce 23 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARTHUR FRENETTE.

Cap-Santé, (Comté de Portneuf), P.Q. 37728-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cap-Santé, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Donnacona or at Cap-Santé, county of Portneuf.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 16, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Cap-Santé, county of Portneuf.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-Santé, (County of Portneuf), this 23rd day of July, 1954.

J.-ARTHUR FRENETTE,
Secretary-Treasurer.

Cap-Santé, (County of Portneuf), P.Q. 37728

Province de Québec

VILLAGE DE VILLENEUVE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Latouche, secrétaire-trésorier, 1042 Blvd des Chûtes, Villeneuve, comté de Québec, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 16 août 1954, pour l'achat de \$223,000 d'obligations du village de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1er août 1954 et remboursables par séries du 1er août 1955 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux de 3½% de 1955 à 1962 inclusivement et de 4% de 1963 à 1969 inclusivement par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 85 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$223,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1955.....	\$ 3,500.00
1er août 1956.....	3,500.00
1er août 1957.....	4,500.00
1er août 1958.....	4,500.00

Province of Quebec

VILLAGE OF VILLENEUVE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Georges Latouche, Secretary-Treasurer, 1042 Blvd. des Chûtes, Villeneuve, county of Quebec, until 7 o'clock p.m., Monday August 16, 1954, for the purchase of an issue of \$223,000.00 of bonds of the village of Villeneuve, county of Quebec, dated August 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of 3½% from 1955 to 1962 inclusively and 4% from 1963 to 1969 inclusively per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Loan By-Law No. 85 — Waterworks and sewage.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$223,000.00 — 15 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	\$ 3,500.00
August 1st, 1956.....	3,500.00
August 1st, 1957.....	4,500.00
August 1st, 1958.....	4,500.00

1er août 1959.....	4,500.00
1er août 1960.....	4,500.00
1er août 1961.....	4,500.00
1er août 1962.....	5,000.00
1er août 1963.....	5,000.00
1er août 1964.....	5,500.00
1er août 1965.....	5,500.00
1er août 1966.....	6,000.00
1er août 1967.....	6,000.00
1er août 1968.....	6,500.00
1er août 1969.....	154,000.00

August 1st, 1959.....	4,500.00
August 1st, 1960.....	4,500.00
August 1st, 1961.....	4,500.00
August 1st, 1962.....	5,000.00
August 1st, 1963.....	5,000.00
August 1st, 1964.....	5,500.00
August 1st, 1965.....	5,500.00
August 1st, 1966.....	6,000.00
August 1st, 1967.....	6,000.00
August 1st, 1968.....	6,500.00
August 1st, 1969.....	154,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beauport, comté de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 août 1954, à 7 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 1042 Blvd des Chûtes, Villeneuve, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 21 juin 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LATOUCHE.

1042 Blvd des Chûtes, Villeneuve,
(Comté de Québec), P.Q. 37725-0

Province de Québec

VILLE DE LACHUTE
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Antonio Laurin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 424 rue Principale, Lachute, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 16 août 1954, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, datées du 1er août 1954, et remboursables par séries du 1er août 1955 au 1er août 1974 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable-semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 192 — Construction d'un Hôtel de Ville et autres travaux publics.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er août 1955.....	\$3,000.00
1er août 1956.....	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beauport, county of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 16, 1954, at 7 o'clock p.m., at the Secretary-Treasurer's office, 1042 Blvd. des Chûtes, Villeneuve, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Quebec), this 21st day of June, 1954.

GEORGES LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

1042 Blvd. des Chûtes, Villeneuve,
(County of Quebec), P.Q. 37725

Province of Quebec

VILLE OF LACHUTE
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antonio Laurin, Secretary-Treasurer, City Hall, 424 Principal Street, Lachute, County of Argenteuil, until 8 o'clock p.m., Monday, August 16, 1954, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the town of Lachute, county of Argenteuil, dated August 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 192 — Erection of a Town Hall and other public works.

For purposes of adjudication only, calculation of interest shall be made as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	\$3,000.00
August 1st, 1956.....	3,000.00

1er août 1957.....	3,000.00
1er août 1958.....	3,000.00
1er août 1959.....	3,000.00
1er août 1960.....	3,500.00
1er août 1961.....	3,500.00
1er août 1962.....	5,000.00
1er août 1963.....	5,000.00
1er août 1964.....	5,000.00
1er août 1965.....	5,000.00
1er août 1966.....	5,000.00
1er août 1967.....	6,000.00
1er août 1968.....	6,000.00
1er août 1969.....	6,000.00
1er août 1970.....	6,000.00
1er août 1971.....	7,500.00
1er août 1972.....	7,500.00
1er août 1973.....	7,000.00
1er août 1974.....	7,000.00

August 1st, 1957.....	3,000.00
August 1st, 1958.....	3,000.00
August 1st, 1959.....	3,000.00
August 1st, 1960.....	3,500.00
August 1st, 1961.....	3,500.00
August 1st, 1962.....	5,000.00
August 1st, 1963.....	5,000.00
August 1st, 1964.....	5,000.00
August 1st, 1965.....	5,000.00
August 1st, 1966.....	5,000.00
August 1st, 1967.....	6,000.00
August 1st, 1968.....	6,000.00
August 1st, 1969.....	6,000.00
August 1st, 1970.....	6,000.00
August 1st, 1971.....	7,500.00
August 1st, 1972.....	7,500.00
August 1st, 1973.....	7,000.00
August 1st, 1974.....	7,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lachute, comté d'Argenteuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 août 1954, à 8 heures p.m., en l'Auditorium, rue Principale, Lachute, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachute, (Comté d'Argenteuil), ce 23 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO LAURIN.

Hôtel de Ville, 424 rue Principale, Lachute,
(Comté d'Argenteuil), P.Q. 37729-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE L'ANGE-GARDIEN
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Gariépy, secrétaire-trésorier, 417, Avenue Royale, L'Ange-Gardien, Comté de Montmorency, P.Q. jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 18 août 1954 pour l'achat de \$415,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Ange-Gardien, Comté de Montmorency, datées du 1er septembre 1954 et remboursables par séries du 1er septembre 1955 au 1er septembre 1969 inclusivement, avec intérêt, à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lachute, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lachute, county of Argenteuil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 16, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Auditorium, Principal Street, Lachute, county of Argenteuil.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachute, (County of Argenteuil), this 23rd day of July, 1954.

ANTONIO LAURIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 424 Principal Street, Lachute,
(County of Argenteuil), P.Q. 37729

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF L'ANGE-GARDIEN
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Gariépy, Secretary-Treasurer, 417, Royale Avenue, L'Ange-Gardien, county of Montmorency, P.Q., until 8 o'clock p.m., Wednesday, August 18, 1954 for the purchase of an issue of \$415,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of L'Ange-Gardien, county of Montmorency, dated September 1st, 1954 and redeemable serially from September 1st, 1955 to September 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Résolution en date du 7 avril 1954 — Construction d'un couvent au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Loan Resolution dated April 7, 1954 — Erection of a convent in the village.

For purposes of adjudication only, calculation of interest shall be made as of September 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$415,000 — 15 ans.

Année	Capital
1er septembre 1955... x	\$ 28,000.00
1er septembre 1956... x	29,500.00
1er septembre 1957... x	31,000.00
1er septembre 1958... x	32,500.00
1er septembre 1959... x	34,000.00
1er septembre 1960... x	36,000.00
1er septembre 1961... x	37,500.00
1er septembre 1962... x	4,500.00
1er septembre 1963... x	4,500.00
1er septembre 1964... x	5,000.00
1er septembre 1965... x	5,000.00
1er septembre 1966... x	5,500.00
1er septembre 1967... x	5,500.00
1er septembre 1968... x	6,000.00
1er septembre 1969... x	150,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$245,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en sept versements de \$35,000 chacun, de 1955 à 1961, inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Ange-Gardien, Comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à L'Ange-Gardien, Comté de Montmorency.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 18 août 1954, à 8 heures p.m., en la salle publique, L'Ange-Gardien, Comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Ange-Gardien (Comté de Montmorency), ce 27 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ GARIÉPY,

417, Avenue Royale, L'Ange-Gardien,
(Comté Montmorency) P. Q. 37752-0

Province de Québec

VILLAGE DE NORBERTVILLE
(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Camille Métivier, secrétaire-trésorier, St-Norbert, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 17 août 1954, pour l'achat de \$34,000.00 d'obligations du village de Norbertville, comté

Table of redemption — \$415,000.00 — 15 years.

Year	Capital
September 1st, 1955... x	\$ 28,000.00
September 1st, 1956... x	29,500.00
September 1st, 1957... x	31,000.00
September 1st, 1958... x	32,500.00
September 1st, 1959... x	34,000.00
September 1st, 1960... x	36,000.00
September 1st, 1961... x	37,500.00
September 1st, 1962... x	4,500.00
September 1st, 1963... x	4,500.00
September 1st, 1964... x	5,000.00
September 1st, 1965... x	5,000.00
September 1st, 1966... x	5,500.00
September 1st, 1967... x	5,500.00
September 1st, 1968... x	6,000.00
September 1st, 1969... x	150,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$245,000 granted by the Provincial Secretary and payable in seven instalments of \$35,000 each, from 1955 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at L'Ange-Gardien, county of Montmorency.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at L'Ange-Gardien, county of Montmorency.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 18, 1954, at 8 o'clock p.m., in the Public Hall, L'Ange-Gardien, county of Montmorency.

The School Commissioners do not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Ange-Gardien (County of Montmorency), this 27th, day of July, 1954.

RENÉ GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.

417 Royale Avenue, L'Ange-Gardien,
(County Montmorency) P. Q. 37752

Province of Quebec

VILLAGE OF NORBERTVILLE
(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Camille Métivier, Secretary-Treasurer, St-Norbert, county of Arthabaska, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 17, 1954, for the purchase of an issue of \$34,000.00 of bonds of the village of Norbertville, county of

d'Arthabaska, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 24 — Travaux d'aqueduc et de prévention contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$34,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1955.....	\$3,000.00
1er juin 1956.....	3,500.00
1er juin 1957.....	3,500.00
1er juin 1958.....	1,000.00
1er juin 1959.....	1,000.00
1er juin 1960.....	1,000.00
1er juin 1961.....	1,500.00
1er juin 1962.....	1,500.00
1er juin 1963.....	1,500.00
1er juin 1964.....	1,500.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,500.00
1er juin 1967.....	1,500.00
1er juin 1968.....	1,500.00
1er juin 1969.....	1,500.00
1er juin 1970.....	1,500.00
1er juin 1971.....	1,500.00
1er juin 1972.....	1,500.00
1er juin 1973.....	1,500.00
1er juin 1974.....	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Norbert, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Norbert, comté d'Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 17 août 1954, à 8 heures p.m., en la salle publique de St-Norbert, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Norbert, (Comté d'Arthabaska), ce 26 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE MÉTIVIER.

St-Norbert, (Comté d'Arthabaska), P.Q.
37747-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-THÉOPHILE (Comté de Beauce)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées, "Sou-

Arthabaska, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 24 — Waterworks and Fire Prevention.

For purposes of adjudication only, calculation of interest shall be made as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$34,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1955.....	\$3,000.00
June 1st, 1956.....	3,500.00
June 1st, 1957.....	3,500.00
June 1st, 1958.....	1,000.00
June 1st, 1959.....	1,000.00
June 1st, 1960.....	1,000.00
June 1st, 1961.....	1,500.00
June 1st, 1962.....	1,500.00
June 1st, 1963.....	1,500.00
June 1st, 1964.....	1,500.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,500.00
June 1st, 1967.....	1,500.00
June 1st, 1968.....	1,500.00
June 1st, 1969.....	1,500.00
June 1st, 1970.....	1,500.00
June 1st, 1971.....	1,500.00
June 1st, 1972.....	1,500.00
June 1st, 1973.....	1,500.00
June 1st, 1974.....	2,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Norbert, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Norbert, county of Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 17, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Public Hall of St-Norbert, county of Arthabaska.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Norbert, (County of Arthabaska), this 26th day of July, 1954.

CAMILLE MÉTIVIER,
Secretary-Treasurer.

St-Norbert, (County of Arthabaska), P.Q.
37747

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-THÉOPHILE (County of Beauce)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

missions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Aimé Carrier, secrétaire-trésorier, St-Théophile, comté de Beauce, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 17 août 1954, pour l'achat de \$75,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Théophile, comté de Beauce, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 12 juin 1954 — Construction d'une école pour garçons dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$75,000.00 — 17 ans

Année	Capital
1er juillet 1955.....	x\$ 9,000.00
1er juillet 1956.....	x 9,000.00
1er juillet 1957.....	x 9,500.00
1er juillet 1958.....	x 10,000.00
1er juillet 1959.....	x 10,500.00
1er juillet 1960.....	1,500.00
1er juillet 1961.....	2,000.00
1er juillet 1962.....	2,000.00
1er juillet 1963.....	2,000.00
1er juillet 1964.....	2,000.00
1er juillet 1965.....	2,000.00
1er juillet 1966.....	2,500.00
1er juillet 1967.....	2,500.00
1er juillet 1968.....	2,500.00
1er juillet 1969.....	2,500.00
1er juillet 1970.....	2,500.00
1er juillet 1971.....	3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$46,060.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements, de \$9,212.00 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, ou à St-Georges, comté de Beauce.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue mardi, le 17 août 1954, à 8 heures p.m., en la salle municipale, St-Théophile, comté de Beauce.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

received by the undersigned Aimé Carrier, Secretary-Treasurer, St-Théophile, county of Beauce, until 8 o'clock p.m., Tuesday August 17, 1954, for the purchase of an issue of \$75,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the parish of St-Théophile, county of Beauce, dated July 1st, 1954, and redeemable serially from July 1st, 1955 to July 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated June 12, 1954 — Erection of a Boys' School in District No. 1.

For purposes of adjudication only, the calculation of interest shall be made as from Sept. 1st, 1954.

Table of redemption — 175,000.00 — 17 years

Year	Capital
July 1st, 1955.....	x\$ 9,000.00
July 1st, 1956.....	x 9,000.00
July 1st, 1957.....	x 9,500.00
July 1st, 1958.....	x 10,000.00
July 1st, 1959.....	x 10,500.00
July 1st, 1960.....	1,500.00
July 1st, 1961.....	2,000.00
July 1st, 1962.....	2,000.00
July 1st, 1963.....	2,000.00
July 1st, 1964.....	2,000.00
July 1st, 1965.....	2,000.00
July 1st, 1966.....	2,500.00
July 1st, 1967.....	2,500.00
July 1st, 1968.....	2,500.00
July 1st, 1969.....	2,500.00
July 1st, 1970.....	2,500.00
July 1st, 1971.....	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$46,060.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$9,212.00 each from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Georges, county of Beauce.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the bank loan at Montreal, Quebec or at St-Georges, county of Beauce.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, August 17, 1954, at 8 o'clock p.m., in the Municipal Hall, St-Théophile, county of Beauce.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Théophile, (Comté de Beauce), ce 26 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ CARRIER.

St-Théophile, (comté de Beauce),
P. Q.

37753-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE BIENCOURT
(Comté de Rimouski)

St-Théophile (County of Beauce), this 26th day of July, 1954.

AIMÉ CARRIER,
Secretary-Treasurer.

St-Théophile, (County of Beauce)
P.Q.

37753

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF BIENCOURT
(County of Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Sirois, secrétaire-trésorier, Biencourt, comté de Rimouski, P.Q. jusqu'à 7½ heures p.m., mercredi, le 18 août 1954 pour l'achat de \$46,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Biencourt, comté de Rimouski datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 5 mai 1954 — Agrandissement de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Sirois, Secretary-Treasurer, Biencourt, county of Rimouski, P.Q., until 7½ o'clock p.m., Wednesday, August, 18, 1954 for the purchase of an issue of \$46,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Biencourt, county of Rimouski, dated July 1st, 1954 and redeemable serially from July 1st, 1955 to July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated May 5, 1954 — Enlargement of the village school.

For purposes of adjudication only, the calculation of interest shall be made as from September 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$46,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1955.....	x \$8,000.00
1er juillet 1956.....	x 8,500.00
1er juillet 1957.....	x 9,000.00
1er juillet 1958.....	1,000.00
1er juillet 1959.....	1,000.00
1er juillet 1960.....	1,000.00
1er juillet 1961.....	1,000.00
1er juillet 1962.....	1,000.00
1er juillet 1963.....	1,000.00
1er juillet 1964.....	1,000.00
1er juillet 1965.....	1,000.00
1er juillet 1966.....	1,000.00
1er juillet 1967.....	1,000.00
1er juillet 1968.....	1,500.00
1er juillet 1969.....	1,500.00
1er juillet 1970.....	1,500.00
1er juillet 1971.....	1,500.00
1er juillet 1972.....	1,500.00
1er juillet 1973.....	1,500.00
1er juillet 1974.....	1,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$25,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont un de \$8,334 et deux de \$8,333 chacun, de 1955 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Trois-Pistoles, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Trois-Pistoles, comté de Témiscouata.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts;

Table of redemption — \$46,000.00 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1955.....	x \$8,000.00
July 1st, 1956.....	x 8,500.00
July 1st, 1957.....	x 9,000.00
July 1st, 1958.....	1,000.00
July 1st, 1959.....	1,000.00
July 1st, 1960.....	1,000.00
July 1st, 1961.....	1,000.00
July 1st, 1962.....	1,000.00
July 1st, 1963.....	1,000.00
July 1st, 1964.....	1,000.00
July 1st, 1965.....	1,000.00
July 1st, 1966.....	1,000.00
July 1st, 1967.....	1,000.00
July 1st, 1968.....	1,500.00
July 1st, 1969.....	1,500.00
July 1st, 1970.....	1,500.00
July 1st, 1971.....	1,500.00
July 1st, 1972.....	1,500.00
July 1st, 1973.....	1,500.00
July 1st, 1974.....	1,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$25,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$8,334 and two of \$8,333 each, from 1955 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Trois-Pistoles, county of Témiscouata.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Trois-Pistoles, county of Témiscouata.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date,

cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 18 août 1954 à 7½ heures p.m., au sous-sol de la salle paroissiale, Biencourt, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Biencourt, (Comté de Rimouski), ce 27 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT SIROIS.

Biencourt, (Comté de Rimouski), P.Q. 37751-0

however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 18, 1954 at 7½ o'clock p.m., in the basement of the parochial hall, Biencourt, county of Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Biencourt, (County of Rimouski), this 27th day of July, 1954.

ALBERT SIROIS,
Secretary-Treasurer.

Biencourt, (County of Rimouski), P.Q. 37751

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Georges R. Pelletier, restaurateur, St-Pascal, Co. Kamouraska, P.Q., débiteur;

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-HUIT AOÛT, 1954, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à St-Pascal, comté de Kamouraska, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A. Un terrain mesurant 150 pieds est-ouest par 100 pieds nord-sud et contenu dans les bornes suivantes: Au nord à Wildry Roy, au sud à la route Nationale ou route 2-A, à l'est à Gérard Paradis, à l'ouest à Fernand & Gérard Hudon, avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances lequel terrain est une partie des lots nos. deux cent soixante-et-un et deux cent soixante-deux (p. 261 & p. 262) du cadastre de St-Pascal et la totalité du lot N° 260 du même cadastre. Le tout tel qu'établi par le certificat de localisation préparé par Marc Thiboutot, arpenteur-géomètre le 10 juin, 1954. Les bâtisses y érigées consistent en une résidence, une station de service et restaurant, avec bâtisse en cours de construction et destinée à l'usage de restaurant et station de service.

Cette vente est faite sujette par l'acquéreur à respecter les clauses contenues dans un bail de rente emphytéotique en faveur de Joseph d'Amboise à raison du loyer de \$17.00 par année payable le 1er juillet de chaque année ainsi sujette à une rente viagère de \$12.00 par mois en faveur de Dame Élise Levesque-Pelletier et autres considérations. Le tout contenu dans un acte passé devant le notaire Ouellet, le 21 septembre 1942.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics sous-signés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of bankruptcy of: Georges R. Pelletier, restaurant-keeper, St-Pascal county of Kamouraska, P.Q. debtor;

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1954, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold at public auction, at the parochial church door at St-Pascal, county of Kamouraska, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A. A piece of land measuring 150 feet east-west by 100 feet north-south and contained within the following boundaries: On the north by Wildry Roy, on the south, by the National Highway or highway 2-A, on the east, by Gérard Paradis, on the west, by Fernand & Gérard Hudon, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which land is a part of lots Nos. two hundred and sixty-one and two hundred and sixty-two (Pt. 261 & Pt. 262) of the cadastre of St-Pascal and the whole of lot No. 260 of the same cadastre. The whole as established by the certificate of location prepared by Marc Thiboutot, surveyor, on June 10th, 1954. The buildings erected thereon consist in a residence, a service station and a restaurant, with the building thereon erected to be used as restaurant and station service.

This sale is made subject by the purchaser to respect the clauses contained in an emphyteutic lease in favor of Joseph d'Amboise subject to a rental fee of \$17.00 per year payable on July 1st of each year subject to a life rent of \$12.00 per month in favor of Dame Élise Levesque-Pelletier and other considerations. The whole contained in a deed passed before Notary Ouellet, on September 21, 1942.

This item shall be sold to the highest and last bidder, subject to rent charges and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustees.

This sale is made in conformity with sections 716, 717 and 719A of the C.P.C., and also with section 55 of the 1949 Bankruptcy Act; this sale

équivalent à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Québec.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 12 juillet 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne, Québec. 37648-29-3-o

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Georges R. Pelletier, restaurateur, St-Pascal, comté de Kamouraska, P.Q. débiteur;

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-HUIT AOÛT 1954, à QUATRE heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'Eglise paroissiale, à St-Louis, comté de Kamouraska, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A. Un terrain mesurant deux cents pieds dans sa ligne est-ouest en bordure de la voie publique par environ cent pieds dans sa ligne nord-sud, et contenu entre les bornes suivantes: au nord à ladite voie publique, au sud au vendeur, c'est-à-dire à la première clôture qui s'y rencontre, à l'est à Gérard Laplante et à l'ouest audit vendeur, lequel terrain fait partie des lots de terre Nos cent quatre-vingt-un et cent quatre-vingt-deux (P. 181 et P. 182) du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Kamouraska, moins et excepté servitudes en faveur de Quebec Power Co. enr. 47678 et 49987 et hypothèque de National Trust Co. Ltd. à Québec Power Co., avec bâtisse en cours de construction et destinée à l'usage de restaurant et station de service.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Québec.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 12 juillet 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

37648-29-3-o 111, Côte de la Montagne, Québec. 37648-29-3

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 511, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Thomas Côté, aviculteur St-Félix de Valois, P.Q., cédant autorisé & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

is equivalent to that of a sale by the Sheriff. The whole according to judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court for the District of Quebec.

Payment conditions: cash.
Quebec, this twelfth day of July, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

11, Mountain Hill, Quebec. 37648-29-3

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Georges R. Pelletier, Restaurant-keeper, St-Pascal, County of Kamouraska, P.Q. debtor;

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, on AUGUST EIGHTEENTH, 1954, at FOUR o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door at St-Louis, county of Kamouraska, the following immovable, to wit:

Item A. A lot of land measuring two hundred feet on its east-west line on the border of the public highway by about one hundred feet on its north-south line, and contained between the following boundaries: on the north by the said public road, south by the seller, that is to say at the first fence to be met with, on the east by Gérard Laplante, and on the west by the said seller, which land forms part of lots of land Nos. one hundred and eighty-one and one hundred and eighty-two (Pt. 181 and Pt. 182) of the official cadastre of the parish of St-Louis of Kamouraska less and with the exception of servitudes in favor of the Quebec Power Co. registered 47678 and 49987 and mortgage of National Trust Co. Ltd., to the Quebec Power Co., with the building thereon erected to be used as restaurant and station service.

This item shall be sold to the highest and last bidder, with rent charges and other servitudes which may exist.

These titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustees.

This sale is made in conformity with sections 716, 717 and 719A of the C.P.C., and also with section 55 of 1949 Bankruptcy Act; this sale is equivalent to that of a sale by the Sheriff. The whole according to judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court for the District of Quebec.

Payment conditions: cash.
Quebec, this twelfth day of July, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111, Mountain Hill, Quebec.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 511, "In Bankruptcy". In the matter of Bankruptcy of: Thomas Côté, poultry-keeper, St-Félix de Valois, P.Q., authorized assignor & Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation

Une terre située en la paroisse de St-Félix de Valois, dit comté, faisant partie du lot numéro quatre vingt dix-huit (P. 98) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Félix de Valois, bornée à un bout vers le nord par certains terrains appartenant à Dame Rose-Alba Guérard-Charbonneau, Jean Pierre Motte, Félix Coutu, la rue Principale, et ensuite d'autres terrains appartenant à la Corporation municipale du village de St-Félix de Valois, Gérard Boucher et Roméo Beaulieu, tous ces terrains faisant partie dudit lot N° 98, borné à l'autre bout vers le sud-ouest par le lot N° 109, d'un côté vers le sud-ouest par le lot N° 95, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot N° 99, ladite terre mesurant quatre arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre ledit lot N° 109 à un bout, et les terrains sus-désignés et la rue principale à l'autre bout. Avec maison, poulaiers, et autres bâtisses dessus construites.

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Félix de Valois, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI le TRENTE ET UN AOÛT 1954.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare, à Joliette, le 28 juin 1954, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, syndics Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q.

37740-31-2-0

Designation

A farm situate in the parish of St-Félix de Valois, said county, forming part of lot number ninety-eight (Pt. 98) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of St-Félix de Valois bounded at one end on the north by certain lands belonging to Dame Rose-Alba Guérard-Charbonneau, Jean Pierre Motte, Félix Coutu, Principale Street, and then by other lots of lands belonging to the municipal corporation of the village of St-Félix de Valois, Gérard Boucher and Roméo Beaulieu, all these lots of lands forming part of the said lot No. 98, bounded to the other end on the southwest by lot No. 109, on one side on the southwest by lot No. 95, and on the other side on the northwest by lot No. 99, the said land measuring four arpents in width, more or less, along the depth that may be between the said lot No. 109 at one end, and the lots of lands above-designated and Principale Street, at the other end. With house, chicken-coops and other buildings thereon erected.

Shall be sold at the parochial church door of St-Félix de Valois, at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, AUGUST THIRTY-FIRST, 1954.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Joliette, June 28, 1954, and in accordance to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act 1949, so that this sale shall have the effect of a Sheriff's sale, according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay the Government rights of 2½%, in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Licensed-Trustees,
4 Notre-Dame Street East,
Montreal P.Q.

37740-31-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 343736. René Thauvette, demandeur; vs Dieudonné Thauvette, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal et rendu par l'honorable juge Théodule Rhéaume le 15 avril 1954, dans une cause dans laquelle René Thauvette, cultivateur, de la paroisse de St-Joseph de Soulanges, comté de Soulanges, district de Montréal, est demandeur et Dieudonné Thauvette, éclusier, de la paroisse de St-Joseph de Soulanges, comté de Soulanges, district de Montréal, est défendeur; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

"Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de Soulanges (Les Cèdres) et portant le numéro 357 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de Soulanges (Les Cèdres); à distraire la partie vendue au Gouvernement du Canada et occupée par le Canal de Soulanges; ladite terre étant bornée au sud par le fleuve St-Laurent avec bâtisses dessus érigées".

Sale by Licitacion

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 343736. René Thauvette, plaintiff; vs Dieudonné Thauvette, defendant..

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal in the district of Montreal, on April 15th, 1954, in the case where René Thauvette, farmer of the parish of St-Joseph de Soulanges, Soulanges county, district of Montreal, is plaintiff, and Dieudonné Thauvette, lock-keeper, of the parish of St-Joseph de Soulanges, Soulanges county, district of Montreal, is the defendant; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"A farm situated in the parish of St-Joseph de Soulanges (Cedars) known as number 357 of the Official Plan and Book of Reference for the parish of St-Joseph de Soulanges (Cedars); excepting that part sold to the Government of Canada and occupied by the Canal de Soulanges; the said farm bounded towards South by the St. Lawrence River; with buildings thereon erected."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-
chère et adjugé au plus offrant et dernier enché-
risseur, le HUIT SEPTEMBRE 1954, à DIX
heures et TRENTE de l'avant-midi, dans la
salle d'audience chambre 31 au Palais de Justice
à Montréal, cour tenante, sujet aux charges, cau-
ses et conditions indiquées dans le cahier des
charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite
Cour; et que toute opposition afin d'annuler,
afin de charges, ou afin de distraire à ladite lici-
tation devra être déposée au greffe du Protono-
taire de ladite Cour au moins 12 jours avant le
jour fixé comme susdit pour la vente et adjudica-
tion et que toute opposition afin de conserver
devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudi-
cation; et à défaut par les parties de déposer lesdi-
tes oppositions dans les détails prescrits par les
présentes, elles seront forcloses de droit de le
faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la
vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 21 juillet 1954.

Les Procureurs du demandeur,
37741-31-2-o GUÉRIN & PINARD.

The above described immoveable will be sold
by auction and adjudged to the highest and last
bidder on the EIGHTH day of SEPTEMBER
1954, at HALF past TEN o'clock in the forenoon,
Montreal Court sitting in the Court Room No. 31
in the Court House of Montreal, the said sale
to be made subject to the charges clauses and
conditions mentioned in the list of charges filed
in the office of the Prothonotary of the said
Court. Any opposition to annul, to secure char-
ges or to withdraw to be made to the said lici-
tation must be filed in the office of the Prothonotary
of the said Court at least 12 days before the day
fixed as aforesaid for the sale and adjudication and
any opposition for payment be filed within six
days following the adjudication; and failing the
interested parties to file the said opposition within
the delays hereby limited, they shall be foreclosed
from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from each
and every bidder.

Montreal, July 21st, 1954.

GUÉRIN & PINARD,
37741-31-2-o Attorneys for the plaintiff,

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford.

Cour Supérieure, N° 5508. { LA BANQUE PROVIN-
CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé,
ayant son siège social et sa principale place d'affaires,
dans les cité et district de Montréal, deman-
deresse vs GEORGES FORTIER, cultiva-
teur d'Abercorn, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Les lots N° 2-4-14 et 259 du Canton de Sut-
ton, sauf à distraire du lot N° 4 les parties ven-
dus à la Corporation du Village de Sutton.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église
paroissiale de la paroisse de St. Simon d'Aber-
corn, dit district, le PREMIER SEPTEMBRE
1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, A. ST. MARTIN.
Sweetsburg, P. Q. 26 juillet 1954. 37755-31-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 5510. { MAURICE HUOT, gara-
giste du village
d'Adamsville, district de Bed-
ford, demandeur; vs HENRI ST. GERMAIN,
du village de Fulford, district de Bedford. défen-
deur.

Comme appartenant au défendeur.

Les lots 622, 623 et 624 et partie du lot N° 858,
du canton de Brôme, district de Bedford, et
bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église
paroissiale de la paroisse de St-François Xavier
de Shefford, MERCREDI, le PREMIER SEP-
TEMBRE, 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, A. ST. MARTIN.
Sweetsburg, P.Q., ce 26 juillet 1954. 37754-31-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, N° 5508. { LA BANQUE PROVIN-
CIALE DU CANADA, bo-
dy politic and incorporated,
having its head office and principal place of bu-
siness in the city and district of Montreal, plain-
tiff vs GEORGES FORTIER, farmer of Aber-
corn, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

"Lots Nos. 2-4-14 and 259 of the Township of
Sutton, save to restrain from lot No. 4 the parts
sold to the Corporation of the Village of Sutton.
To be sold in block at the parochial church door
of the parish of St. Simon of Abercorn, said dis-
trict, the FIRST day of SEPTEMBER, 1954,
at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's House, A. ST. MARTIN,
Court House, Sheriff.
Sweetsburg, P. Q. July 26, 1954. 37755-31-2

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, N° 5510. { MAURICE HUOT, garage-
keeper of the village of
Adamsville, district of Bedford.
plaintiff; vs HENRI ST. GERMAIN, of the
village of Fulford, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant.

Lots 622, 623 and 624 and part of lot No. 858,
of the Township of Brôme, district of Bedford
and buildings erected thereon.

To be sold in block at the parochial church
door of the parish of St-François-Xavier of Shef-
ford, Wednesday, the FIRST day of SEPTEM-
BER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q., July 26, 1954. 37754-31-2

GASPÉ*Fieri Facias de Terris*

Rimouski, Cour Supérieure, N° 14,748. **FORBES & FORBES**, marchand de bois, de Matane, P.Q., demandeur vs **GERMAIN COLLIN** de Mont-Albert, comté de Gaspé, P.Q., défendeur.

Avis est, par les présentes, donné que la vente des immeubles saisis dans cette cause, annoncée auparavant comme devant avoir lieu à la porte de l'église du village de Ste-Anne des Monts, lundi le 5^e jour de juillet 1954 à 10 heures du matin, aura lieu à la même porte d'église, **MARDI le TRENTE ET UNIÈME jour d'AOÛT 1954, à DIX heures du matin.**

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **JOSEPH F. MEAGHER**,
Percé, P.Q., 24 juillet 1954. 37745-31-2

GASPÉ*Fieri Facias de Terris*

Rimouski, Superior Court, No. 14,748. **FORBES & FORBES**, lumber merchant of Matane, P.Q. plaintiff's; vs **GERMAIN COLLIN** of Mont-Albert county of Gaspé, P.Q., defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at the church door of the village of Ste Anne des Monts on Monday the 5th day of July 1954 at 10 o'clock in the forenoon, will take place at the same church door, on **TUESDAY AUGUST THIRTY-FIRST, 1954 at TEN o'clock in the forenoon.**

JOSEPH F. MEAGHER,
Sheriff's office,
Percé P.Q., July 24th, 1954. 37745-31-2-o

HULL

District de Québec

Cour Supérieure, N° 5445. **LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC**, corps

politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à 225 Grande Allée, Québec, demanderesse, vs **CAMMIE CRITES**, Gracefield, comté de Gatineau, P.Q., défendeur.

"Toute cette propriété connue et désignée comme étant formée d'une partie du lot numéro 44-A dans le rang lettre "C" du canton de Wright, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, ledit terrain mesurant 100 pieds de largeur et ladite largeur ayant front sur la route Hull-Maniwaki, par 110 pieds de profondeur, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par la route Hull-Maniwaki; au nord-est par autres parties du même lot, appartenant partie à un nommé Lachapelle et partie à Arthur Lecuyer; au sud-est par autre partie du même lot appartenant à Arthur Lecuyer ou représentants; au sud-ouest par autre partie du même lot, appartenant au vendeur; ledit lopin de terre tel qu'indiqué par quatre poteaux actuellement plantés à chaque coin; le tout sujet à toutes servitudes, telles qu'actuellement existant et créées en faveur de Gatineau Power Company ses successeurs et ayants droit; avec constructions et dépendances dessus construites."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de La Visitation de Gracefield, district de Hull, le **TROISIÈME jour de SEPTEMBRE, 1954, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).**

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **R. ST. PIERRE**,
ce 21 juillet, 1954. 37742-31-2-o

HULL

District of Quebec

Superior Court, No. 5445. **WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION OF QUEBEC**, body

politie and incorporate having its principal business office at 225 Grande Allée, Quebec, plaintiff; vs **CAMMIE CRITES**, Gracefield, county of Gatineau, P.Q., defendant.

"All this property, known and designated as being formed of a part of lot number 44-A in range letter "C" of the Township of Wright, on the official plan and in the book of reference of the said Township, the said land measuring 100 feet in width and the said width having frontage on the Hull-Maniwaki highway, by 110 feet in depth, more or less, and bounded as follows: on the northwest, by the Hull-Maniwaki highway; on the northeast, by other parts of the same lot, belonging partly to one named Lachapelle and partly to Arthur Lecuyer; on the southeast, by another part of the same lot belonging to Arthur Lecuyer or representatives; on the southwest, by another part of the same lot, belonging to the seller; the said strip of land as indicated by four posts presently planted in each corner; the whole subject to all servitudes, as actually now existing and created in favor of the Gatineau Power Company, its successors and parties entitled to rights thereto; with buildings and dependencies thereon erected."

To be sold at the parochial church door of La Visitation of Gracefield, District of Hull, the **THIRD day of SEPTEMBER, 1954, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).**

R. ST. PIERRE,
Sheriff's Office,
this 21st day of July, 1954. 37742-31-2

JOLIETTE*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province de Québec — District de Joliette
Cour Supérieure, N° 11163. **DAME PAULINE VAN SIMAES**, veuve non

remariée de Thomas Louis Brown, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs **LÉO-PAUL ABBOTT**, de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

"Un immeuble situé au village de St-Gabriel de Brandon, sur la rue McLaren, connu et désigné

JOLIETTE*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province of Quebec — District of Joliette
Superior Court, No. 11163. **DAME PAULINE VAN SIMAES**, unremarried widow of Thomas Louis Brown,

of the city and district of Montreal, plaintiff; vs **LÉO-PAUL ABBOTT**, of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, defendant.

As belonging to and being in possession of the defendant, the immovable property hereinafter mentioned and described, to wit:

"An immovable situate in the village of St-Gabriel de Brandon, on McLaren Street, known

comme étant une partie du numéro cent cinquante-cinq, cinquante-cinq et une partie du numéro cent cinquante-cinq, cinquante-six (Ptie N° 155-55 & Ptie N° 155-56) au cadastre officiel du village de St-Gabriel de Brandon, mesurant quarante pieds en largeur dont vingt pieds sur le numéro cent cinquante-cinq, cinquante-cinq et vingt pieds sur le numéro cent cinquante-cinq, cinquante-six sur cent quarante-huit pieds dans la ligne nord-ouest et cent cinquante-deux pieds dans la ligne sud-est, tenant en front à ladite rue McLaren, à la profondeur à Alph. Beauvilliers N° 156-3, au côté nord-ouest au reste du N° 155-55 et au côté sud-est au reste du N° 155-56 avec une maison et ses dépendances y dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, au village de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, MERCREDI, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 19 juillet 1954. 37744-31-2-o

and designated as being part of number one hundred and fifty-five, fifty-five and part of number one hundred and fifty-five fifty-six (Pt. No. 155-55 and Pt. No. 155-56) in the official cadastre of the village of Saint-Gabriel de Brandon, measuring forty feet in width of which twenty feet on number one hundred fifty-five, fifty-five and twenty feet on number one hundred fifty-five, fifty-six on one hundred forty-eight feet in the northwest line and one hundred fifty-two in the southeast line, having frontage on the said McLaren Street, on the depth by Alph. Beauvilliers No. 156-3, on the northwest side by the rest of No. 155-55 and on the southeast side by the rest of No. 155-56 with a house and its dependencies thereon erected."

To be sold at the church door of the parish of St-Gabriel de Brandon in the village of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, WEDNESDAY, the FIRST day of SEPTEMBER, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, July 19, 1954. 37744-31-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn Noranda

Cour de Magistrat, N° 13,779. { THIBEAULT & FRÈRES LTÉE, corps légalement constitué en corporation avec bureau-chef en la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demandeur vs LIONEL DESROSIERS, journalier, du canton de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

La bâtisse seulement érigée sur un certain lot de terre ou emplacement faisant partie de la moitié ouest (1/2) du lot vingt six (26) rang six sud (6 S.) canton de Rouyn, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds (100') de profondeur. Ce dit emplacement est situé dans le coin Nord-Est de ladite demie ouest du lot 26, rang 6, sud, canton de Rouyn.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise St-Agnès de Bellecombe, P.Q., MARDI le DIXIEME jour d'AOUT 1954, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 30 juin 1954. 37601-28-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn Noranda

Magistrate's Court, No. 13,779. { THIBEAULT & FRÈRES LTÉE, body politic and corporate, having its head office in the City of Rouyn, District of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs LIONEL DESROSIERS, laborer of the Township of Rouyn, District of Rouyn Noranda, defendant.

The building only erected on a certain lot of land or emplacement being part of the west half (W 1/2) of lot twenty six (26) range six South (6 S.) Township of Rouyn, measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet (100') in length. Said emplacement situate in the North East corner of said West Half of lot 26, range 6, south, Township of Rouyn.

To be sold at the church door of St-Agnès de Bellecombe, P.Q., on TUESDAY, the TENTH day of AUGUST 1954, at TWO o'clock in the afternoon (advanced time).

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rouyn, June 30th, 1954. 37601-28-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3356. { AURÉLIEN LACASSE, cultivateur de Fugèreville, dans le district de Témiscamingue, demandeur; vs FRANÇOIS CHASSÉ, de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Le lot numéro 26-A-8 du rang 7 Sud, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de l'Immaculée Conception de Rouyn, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 20 juillet 1954. 37743-31-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3356. { AURÉLIEN LACASSE, farmer of Fugèreville, in the district of Témiscamingue, plaintiff; vs FRANÇOIS CHASSÉ, of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Lot number 26-A-8 of Range 7 south, of the official plan and book of reference for the township of Rouyn, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of l'Immaculée Conception of Rouyn, on the THIRD day of SEPTEMBER 1954, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

J.-H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, July 20th, 1954. 37743-31-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **DILON CLAIR**, journalier, de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs **GERMAIN LUSSIER**, commerçant, d'Acton-Vale, district de St-Hyacinthe, et **AMÉDÉE LUSSIER**, bourgeois, de Saint-Théodore d'Acton, district de St-Hyacinthe, défendeurs.

Saisie comme appartenant au défendeur Amédée Lussier:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sur le huitième rang, de la contenance de trois (3) arpents de front sur vingt-six (26) arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-quinze et partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-seize (N° 295 et P. 296) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, avec bâtisses y érigées. Ladite partie du lot N° 296 étant adjacente, d'un côté au lot N° 295, et de l'autre côté au terrain de J.-B. Fortier, père. — Superficie: 61 arpents.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore d'Acton, MERCREDI, le QUATRIÈME jour d'AOUT 1954, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le Shérif,
RICHARD BOUSQUET.

Palais de Justice,
Saint-Hyacinthe, le 29 juin 1954. 37566-27-2-0

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **DILON CLAIR**, laborer, of Saint-Barnabé, county of Saint-Hyacinthe, plaintiff, vs **GERMAIN LUSSIER**, dealer, of Acton-Vale, district of St-Hyacinthe, and **AMÉDÉE LUSSIER**, gentleman, of Saint-Théodore d'Acton, district of St-Hyacinthe, defendants.

Seized as belonging to the defendant Amédée Lussier:

A farm situate in the parish of Saint-Théodore d'Acton, in the eighth range, containing three (3) arpents in front by twenty-six (26) arpents in depth, the whole more or less, being lot number two hundred and ninety-five and part of lot number two hundred and ninety-six (No. 295 and Pt. 296) of the official cadastre of the parish of Saint-Théodore d'Acton, with buildings thereon erected. The said part of lot No. 296 being adjacent on one side to lot No. 295, and on the other side to the land of J.-B. Fortier, father. — Superficial area: 61 arpents.

To be sold at the parochial church door of Saint-Théodore d'Acton, WEDNESDAY, the FOURTH day of AUGUST, 1954, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff.

Court House,
Saint-Hyacinthe, June 29, 1954. 37566-27-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Clark vs Marceau..... 2309

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

739 — Concernant le Service d'enregistrement des véhicules-automobiles et d'émission des licences et permis sous la Loi des véhicules-automobiles..... 2310

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2297

RÉCEPTION DES ANNONCES:

2297

AVIS DIVERS:

Bethel Baptist Church (Incorporation). 2310
Canadian Plywoods Limited (Directeurs)..... 2311
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Directeurs)..... 2310
John R. Anderson & Son Limited (Directeurs)..... 2311
L'Accueil des Jeunes Inc. (Règlements). 2312
Les Foyers de Ville-Marie (Fondation). 2311
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Urbain (Formation)..... 2312
Pik Mills Ltd. (Directeurs)..... 2312
The James MacLaren Company, Limited (Barrage)..... 2311

CHARTES — ABANDON DE:

Adson Corp..... 2313
Club Boisbouscache Inc..... 2313

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Clark vs Marceau..... 2309

ORDER IN COUNCIL:

739 — Concerning the Branch for the registration of motor vehicles and the issuing of licenses and permits under the Motor Vehicles Act..... 2310

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2297

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

2297

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bethel Baptist Church (Incorporation). 2310
Canadian Plywoods Limited (Directors)..... 2311
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Directors)..... 2310
John R. Anderson & Son Limited (Directors)..... 2311
L'Accueil des Jeunes Inc. (By-Laws)..... 2312
Les Foyers de Ville-Marie (Foundation) 2311
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Urbain (Formation)..... 2312
Pik Mills Ltd. (Directors)..... 2312
The James MacLaren Company, Limited (Dam)..... 2311

CHARTERS — SURRENDER OF:

Adson Corp..... 2313
Club Voisbouscache Inc..... 2313

Empire Tool Works Limited.....	2312	Empire Tool Works Limited.....	2312
Les Produits Champion Limitée.....	2313	Les Produits Champion Limitée.....	2313
Standard Investments Limited.....	2313	Standard Invdstments Limited.....	2313
Viscol Sales Limited.....	2313	Viscol Sales Limited.....	2313
CONPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Aircraft-Marine Products of Canada, Ltd.....	2313	Aircraft-Marine Products of Canada, Ltd.....	2313
Steiner Sales Company Ltd.....	2314	Steiner Sales Company Ltd.....	2314
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Granby, canton de.....	2314	Granby, township of.....	2314
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE: <i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION: <i>School Municipality of:</i>	
Brunet.....	2314	Brunet.....	2314
St-Gérard-de-Berry.....	2315	St-Gérard-de-Berry.....	2315
TERRES ET FORÊTS: <i>Service du Cadastre:</i>		LANDS AND FOREST: <i>Cadastral Branch:</i>	
Charlesbourg, paroisse de.....	2315	Charlesbourg, parish of.....	2315
Chicoutimi, ville de.....	2315	Chicoutimi, town of.....	2315
Ste-Foy, paroisse de.....	2315	Ste-Foy, parish of.....	2315
TRAVAIL: <i>Industrie ou métiers de:</i>		LABOUR: <i>Industry or Trades of:</i>	
L'Union des ouvriers de la fourrure de Montréal (Avis).....	2304	The Montreal Fur Workers Union (Notice).....	2304
Travailleurs en fourrure dans la région de Québec (Modification).....	2315	Fur workers in the region of Quebec (Amendment).....	2315
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Central Motel Inc.....	2298	Central Motel Inc.....	2298
Dufresne et Racine Inc.....	2299	Dufresne et Racine Inc.....	2299
Electronic Communications Limited..	2299	Electronic Communications Limited..	2299
G. & G. Paquin Limitée.....	2299	G. & G. Paquin Limitée.....	2299
Grenon Automobile Inc.....	2300	Grenon Automobile Inc.....	2300
Hôtel du Parc Ltée.....	2300	Hôtel du Parc Ltée.....	2300
Howard Heafey Ltd.....	2300	Howard Heafey Ltd.....	2300
Industrial Scientific Instruments Ltd.	2301	Industrial Scientific Instruments Ltd.	2301
Irberdav Corp.....	2301	Irberdav Corp.....	2301
I. Sicotte & Fils Ltée.....	2301	I. Sicotte & Fils Ltée.....	2301
Louisbourg Construction Ltd.....	2302	Louisbourg Construction Ltd.....	2302
Nakis & Kalpakis Ltd.....	2302	Nakis & Kalpakis Ltd.....	2302
Osisko Dry Cleaners Ltd.....	2302	Osisko Dry Cleaners Ltd.....	2302
Relais de l'Auto Ltée.....	2303	Relais de l'Auto Ltée.....	2303
R. Montpetit & Fils Inc.....	2303	R. Montpetit & Fils Inc.....	2303
Scies Mécaniques "Pioneer"—"Pioneer"		Scies Mécaniques "Pioneer"—"Pioneer"	
Chain Saws Inc.....	2303	Chain Saws Inc.....	2303
Stenhow Corp.....	2304	Stenhow Corp.....	2304
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Cantin, Charles-Edouard.....	2317	Cantin, Charles-Edouard.....	2317
Tourigny, Anselme.....	2317	Tourigny, Anselme.....	2317
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Baillar Investments Limited — Les Placements Baillar Ltée.....	2318	Baillar Investments Limited — Les Placements Baillar Ltée.....	2318
Chevaliers de Colomb, Conseil de: St-André-Avellin, N° 3007.....	2317	Knights of Columbus, Council of: St-André-Avellin, No. 3007.....	2317
Hôtel Lorraine Inc.....	2318	Hôtel Lorraine Inc.....	2318
Lobell Construction Company Limited.	2317	Lobell Construction Company Limited.	2317
Murray Bay Exploration Company Limited.....	2317	Murray Bay Exploration Company Limited.....	2317
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Biencourt, commissaires d'écoles de ...	2325	Biencourt, School Commissioners of ...	2325

Cap-Santé, munic. de.....	2318	Cap-Santé, munic. of.....	2318
Lachute, ville de.....	2320	Lachute, town of.....	2320
L'Ange-Gardien, commissaires d'écoles de.....	2321	L'Ange-Gardien, School Commissioners of.....	2321
Norbertville, village de.....	2322	Norbertville, village of.....	2322
St-Théophile, commissaires d'écoles de la paroisse de.....	2323	St-Théophile, School Commissioners of the parish of.....	2323
Villeneuve, village de.....	2319	Villeneuve, village of.....	2319
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Côté, Thomas.....	2327	Côté, Thomas.....	2327
Pelletier, Georges-R.....	2326	Pelletier, Georges-R.....	2326
Pelletier, Georges-R.....	2327	Pelletier, Georges-R.....	2327
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Thauvette vs Thauvette.....	2327	Thauvette vs Thauvette.....	2327
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Huot vs St-Germain.....	2329	Huot vs St-Germain.....	2329
La Banque Provinciale du Canada vs Fortier.....	2329	La Banque Provinciale du Canada vs Fortier.....	2329
GASPÉ:		GASPÉ:	
Forbes & Forbes vs Collin.....	2330	Forbes & Forbes vs Collin.....	2330
HULL:		HULL:	
La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Crites.....	2330	The Workmen's Compensation Commis- sion of Quebec vs Crites.....	2330
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Van Simaes vs Abbott.....	2330	Van Simaes vs Abbott.....	2330
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
Lacasse vs Chassé.....	2330	Lacasse vs Chassé.....	2330
Thibeault & Frères Ltée vs Desrosiers.....	2331	Thibeault & Frères Ltée vs Desrosiers.....	2331
SAINT-HYACINTHE:		SAINT-HYACINTHE:	
Clair vs Lussier <i>et al.</i>	2332	Clair vs Lussier <i>et al.</i>	2332

37718-o

37718-o